

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

24 FÉVRIER 1997

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage et la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par la loi du 29 juillet 1934 et la loi du 30 janvier 1991

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage est entrée en vigueur le 29 mai 1991. Quelque cinq années d'expérience dans l'application de la loi ont révélé la nécessité d'en adapter certaines dispositions.

Les objectifs essentiels sont :

1° de rencontrer les difficultés d'interprétation qui se posent ou se sont posées à l'occasion de procédures contentieuses ou autres.

Des indépendants-coopérateurs, qui exercent leurs activités uniquement au profit d'une seule entreprise et dans un lien réel de subordination doivent disposer personnellement d'une autorisation en tant qu'entreprise de gardiennage, même si la société coopérative dispose déjà d'une autorisation en tant que personne morale;

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

24 FEBRUARI 1997

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten en de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op den handel in munitie, gewijzigd door de wet van 29 juli 1934 en de wet van 30 januari 1991

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten is op 29 mei 1991 in werking getreden. Ongeveer vijf jaren ervaring met de toepassing van de wet hebben de noodzaak aangegetoond om een aantal bepalingen ervan aan te passen.

De essentiële doelstellingen zijn :

1° tegemoet komen aan de interpretatiemoeilijkheden die rijzen of gerezen zijn naar aanleiding van contentieuze of andere procedures.

Zelfstandigen-coöperatieve vennooten die hun activiteiten louter ten bate van één enkele onderneming en in een werkelijke band van hiërarchische afhankelijkheid uitoefenen, dienen persoonlijk over een vergunning als bewakingsonderneming te beschikken, zelfs als de coöperatieve vennootschap als rechtspersoon reeds over een vergunning beschikt;

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

2° la réglementation des stands de tir sur la base de la loi précitée du 10 avril 1990 donne lieu à des difficultés et, vu la corrélation étroite avec la législation sur les armes, on préfère régler cette matière en concertation avec le Ministre de la Justice sur la base de la législation sur les armes du 3 janvier 1933;

3° adapter les conditions d'accès et les méthodes aux nécessités pratiques constatées au cours des cinq années écoulées;

4° rendre le système de sanctions plus effectif en revoyant la répartition entre les infractions à sanctionner d'une peine pénale et les infractions à sanctionner d'une amende administrative.

Il s'avère en effet que l'article 18 est trop général parce qu'il vise des infractions qui ne sont pas d'une gravité telle que les parquets jugent opportun de les poursuivre systématiquement au plan judiciaire, ce qui aboutit souvent à des classements sans suite.

Ces raisons motivent le dépôt du présent projet et seront examinées plus en détail ci-dessous.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article ne nécessite pas de commentaire particulier.

Art. 2

1° Certains indépendants prétendent — à tort — que parmi les conditions pour être considéré en tant qu'entreprise de gardiennage n'apparaît pas que les personnes qui travaillent « pour le compte » de l'entreprise, doivent nécessairement agir dans le lien de subordination ou posséder elles mêmes une autorisation en tant qu'entreprise de gardiennage.

Afin d'assurer la qualité des activités de gardiennage, qui sont en effet étroitement liées à l'ordre public, on estime nécessaire de modifier l'article 1^{er}, § 1^{er}, de sorte qu'il soit fixé de manière irréfragable que les actionnaires indépendants d'une société coopérative doivent disposer d'une autorisation personnelle en tant qu'entreprise de gardiennage, autre l'autorisation dont dispose la société coopérative en tant que personne morale.

Ce n'est que pour les qualifications non strictement liées aux personnes que la société peut remplir les conditions pour les associés.

C'est uniquement dans des cas très spécifiques qu'il existe un lien particulier et durable entre un associé actif et sa société, tel qu'il permette d'établir

2° de reglementering van de schietstanden op basis van de voornoemde wet van 10 april 1990 geeft aanleiding tot moeilijkheden en, gezien de nauwe verwevenheid met de wapenwetgeving, wordt ervoor geopteerd deze materie in samenspraak met de Minister van Justitie te regelen op basis van de wapenwetgeving van 3 januari 1933;

3° de toegangsvoorraarden en de methoden aan te passen aan de noodwendigheden van de praktijk, die in de loop van de vijf voorbije jaren werden vastgesteld;

4° het sanctiesysteem effectiever maken door de indeling te herzien tussen de overtredingen die met een strafrechtelijke straf worden gesanctioneerd en de overtredingen die met een administratieve geldboete worden gesanctioneerd.

Het is immers gebleken dat artikel 18 te algemeen is daar het overtredingen viseert die niet dermate ernstig zijn dat de parketten het opportuun achten ze systematisch op gerechtelijk vlak te vervolgen, wat vaak leidt tot klasseringen zonder gevolg.

Deze redenen motiveren de indiening van dit ontwerp en zij zullen hieronder nader onderzocht worden.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 1

Dit artikel vergt geen bijzonder commentaar.

Art. 2

1° Sommige zelfstandigen beweren — ten onrechte — dat onder de voorwaarden om als bewakingsonderneming beschouwd te worden niet voorkomt dat de personen die « voor rekening » van de onderneming werken, noodzakelijk moeten handelen in ondergeschikt verband of dat ze zelf een vergunning als bewakingsonderneming moeten bezitten.

Teneinde de kwaliteit te verzekeren van bewakingsactiviteiten, die immers nauw verbonden zijn met de openbare orde, wordt het noodzakelijk geacht artikel 1, § 1, te wijzigen zodat het onweerlegbaar vaststaat dat de zelfstandige aandeelhouders van een coöperatieve vennootschap over een persoonlijke vergunning als bewakingsonderneming dienen te beschikken, naast de vergunning waarover de coöperatieve vennootschap als rechtspersoon beschikt.

Enkel voor niet strikt persoonsgebonden kwalificaties kan de vennootschap de voorwaarden vervullen voor de vennoten.

Slechts in zeer specifieke gevallen bestaat er een zodanige bijzondere en blijvende band tussen een actieve vennoot en de vennootschap dat het gerecht-

à juste titre que l'associé soit couvert par l'autorisation accordée à la société.

Sont particulièrement visées ici, les petites entreprises familiales où l'époux et/ou les enfants font partie de la société et où la direction de l'entreprise reste ordinairement aux mains de membres de la famille.

Cela vaut également pour les petites entreprises dont le nombre d'associés actifs est limité et dont chacun exerce une tâche spécifique au sein de l'entreprise. Ainsi par exemple, l'un des associés est responsable de la gestion de l'entreprise et l'autre prend les tâches d'exécution à son compte. Dans ce cas, il existe également incontestablement un lien particulier et généralement durable entre l'entreprise et ces associés.

Bien que le Conseil d'Etat ait proposé d'ajouter un alinéa précisant que les autorisations accordées à une personne morale ne profitent qu'aux personnes visées à l'article 5, alinéa 1^{er} de la loi, c'est à dire le personnel dirigeant, il a été jugé préférable de maintenir le texte en l'état. En effet, le caractère général du texte proposé aurait eu pour effet d'exclure le personnel d'exécution, même employé dans les liens d'un contrat de travail, du bénéfice de l'autorisation accordée à la société qui les occupe, ce qui ne saurait être le cas.

2° Pour être visée par la loi, une entreprise ne doit pas forcément cumuler les trois activités énumérées à l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

L'exercice d'une seule des quatre activités de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes et de centraux d'alarme suffit pour que la loi soit d'application; afin que cette position transparaîtse clairement dans la législation, le « et » du § 3 de l'article 1^{er} de la loi du 10 avril 1990 est remplacé par « ou » ; ainsi sont visés les services de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation.

L'insertion des mots « ou de réparation » est jugée opportune du fait que la notion d'« entretien » est, dans la pratique, interprétée — à tort — au sens étroit. En effet, cette interprétation étroite a pour conséquence de ne pas prendre les réparations en compte dans l'établissement du chiffre d'affaires sur la base duquel la redevance annuelle est calculée. En définissant explicitement que les « réparations » sont également visées, on exclut en même temps que les entreprises de sécurité puissent faire appel à des soustraitants pour réaliser ces réparations.

Il est utile de préciser que le terme conception ne vise pas l'activité de consultance mais le processus intellectuel immédiatement nécessaire à l'installation matérielle du système (exemple : choix du type de détecteur, détermination du rapport idéal entre les différentes composantes du système, le choix d'un

vaardigd is te stellen dat hij gedeckt wordt door de vergunning, verleend aan de vennootschap.

Er wordt hier in het bijzonder gedacht aan kleine familiebedrijven, waar de echtgenoot en/of de kinderen in het bedrijf ingeschakeld worden én de leiding van het bedrijf doorgaans in handen van familieleden blijft.

Hetzelfde geldt voor kleine vennootschappen met een beperkt aantal werkende vennoten, die elk een specifieke taak uitvoeren binnen de onderneming. Zo is de ene vennoot bijvoorbeeld verantwoordelijk voor het beheer van de onderneming, terwijl de andere vennoot de uitvoerende taken voor zijn rekening neemt. Ook in dit geval bestaat er ontewensprekelijk een bijzondere en doorgaans blijvende band tussen de onderneming en deze vennoten.

Hoewel de Raad van State voorgesteld heeft een lid bij te voegen waarin bepaald wordt dat de aan een rechtspersoon toegekende vergunningen alleen bestemd zijn voor de personen waarvan sprake is in artikel 5, eerste lid van de wet, i.e. het leidinggevend personeel, werd beslist de tekst niet te wijzigen. Het algemeen karakter van de voorgestelde tekst zou inderdaad tot gevolg hebben dat ook het uitvoeringspersoneel tewerkgesteld in het verband van een arbeidsovereenkomst niet zou gedeckt worden door de vergunning, verleend aan de werkgever, wat niet het geval kan zijn.

2° Om geviseerd te worden door de wet moet een onderneming niet noodzakelijk de drie activiteiten cumuleren die worden opgesomd in artikel 1, § 3, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

De uitoefening van een enkele van de vier activiteiten van conceptie, installatie, onderhoud of herstelling van alarmsystemen en alarmcentrales volstaat opdat de wet van toepassing is; opdat dit standpunt duidelijk zou blijken in de wetgeving wordt de « en » van § 3 van artikel 1 van de wet van 10 april 1990 vervangen door « of »; zo worden diensten van conceptie, installatie, onderhoud of herstelling bedoeld.

De toevoeging van de woorden « of herstelling » wordt opportuin geacht daar het begrip « onderhoud » in de praktijk — ten onrechte — eng geïnterpreteerd wordt. Deze enge interpretatie heeft immers tot gevolg dat de herstellingen als zodanig niet in aanmerking genomen worden voor de vaststelling van het omzetcijfer, op basis waarvan de jaarlijkse retributie verschuldigd is. Door uitdrukkelijk te bepalen dat ook « herstellingen » geviseerd worden, wordt tevens uitgesloten dat beveiligingsondernemingen beroep doen op onderaannemers voor het uitvoeren van deze herstellingen.

Het is nuttig te verduidelijken dat met de term conceptie geen adviserende activiteit wordt bedoeld maar het intellectuele proces dat onmiddellijk vereist is bij de materiële installatie van het systeem (bijvoorbeeld : keuze van detectortype, bepalen van de ideale verhouding tussen de verschillende compo-

système et de ses composantes dans le domaine de la sécurité ...).

Les entreprises qui exercent exclusivement des activités de protection de véhicules (autos, camions, motos, ...), comme définies dans l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière (code de la route) ne sont pas soumises à un agrément obligatoire.

Le matériel qui est utilisé pour la protection des véhicules doit par contre être approuvé par la commission matériel.

Il est clair que la production de factures d'installation de systèmes d'alarmes dans les véhicules ne sera pas considérée comme probante dans le cadre de la preuve que les intéressés seraient amenés à fournir pour faire valoir une expérience professionnelle dans le cadre de l'agrément visé à l'article 4, alinéa 1^{er}.

Art. 3 et 4

1° La décision accordant ou refusant l'autorisation ou l'agrément tombe sous le champ d'application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Par conséquent l'indication de l'obligation de motivation, prévue par les dernières phrases de l'article 2, § 1^{er}, et de l'article 4 n'a plus de sens.

Actuellement, la loi ne permet le retrait d'autorisation qu'à titre de sanction; dans la loi en projet deux nouveaux alinéas prévoient que l'autorisation ou l'agrément peut être retiré à la demande de l'entreprise de gardiennage ou de l'entreprise organisant un service interne de gardiennage ou à la demande de l'entreprise de sécurité, c'est-à-dire par la personne civilement responsable, selon les modalités arrêtées par le Roi.

En effet, l'expérience a démontré que des petites entreprises se rendent compte que leur chiffre d'affaires n'est pas suffisant et demandent que leur autorisation ou agrément leur soit retiré.

Il convient d'éviter toute confusion, entre autres aux yeux des clients de l'entreprise, entre pareille mesure et une sanction.

Art. 5

1° L'article 5 de la loi du 10 avril 1990 dresse l'inventaire des conditions à remplir par les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise de gardiennage, d'un service interne de gardiennage ou d'une entreprise de sécurité.

Tenant compte qu'un certain nombre d'abus se produisent régulièrement dans la pratique, il est essentiel de compléter l'énumération à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, par certains délits, parce que des

nenten van het systeem, de keuze van een systeem en van zijn componenten op het vlak van de veiligheid ...).

Ondernemingen die uitsluitend activiteiten ter beveiliging van voertuigen (auto's, vrachtwagens, motorfietsen, ...), zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (wegcode) uitoefenen, zijn niet erkenningsplichtig.

Het materieel dat gebruikt wordt voor de beveiliging van voertuigen moet daarentegen wel goedgekeurd zijn door de commissie materieel.

Het is duidelijk dat het voorleggen van facturen van installatie van alarmsystemen in voertuigen niet beschouwd zal worden als afdoende in het kader van het bewijs dat de belanghebbenden zouden moeten voorleggen om een beroepservaring in het kader van de erkenning bedoeld in het eerste lid van artikel 4 te laten gelden.

Art. 3 en 4

1° De beslissing waarbij de vergunning of erkenning verleend of geweigerd wordt, valt onder het toepassingsgebied van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen. De vermelding van de verplichting tot motivering in de laatste zin van artikel 2, § 1, en artikel 4 heeft bijgevolg geen zin meer.

Momenteel maakt de wet de intrekking van de vergunning enkel ten titel van sanctie mogelijk; in de ontworpen wet voorzien twee nieuwe leden ervan dat de vergunning/erkenning op verzoek van de bewakingsonderneming of van de onderneming die een interne bewakingsdienst organiseert, of op verzoek van de beveiligingsonderneming — 't is te zeggen de burgerlijk aansprakelijke persoon — kan worden ingetrokken, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten.

De ervaring heeft immers uitgewezen dat kleine ondernemingen er zich rekenschap van geven dat hun omzet niet voldoende is en vragen dat hun vergunning of erkenning zou worden ingetrokken.

Alle verwarring tussen een dergelijke maatregel en een sanctie dient voorkomen te worden, onder meer ten aanzien van het cliënteel van de onderneming.

Art. 5

1° Artikel 5 van de wet van 10 april 1990 somt de voorwaarden op die de personen die de werkelijke leiding hebben van een bewakingsonderneming, een interne bewakingsdienst of een beveiligingsonderneming moeten vervullen.

Rekening houdend met een aantal misbruiken die zich regelmatig voordoen in de praktijk, is het essentieel om de opsomming in artikel 5, eerste lid, 1°, aan te vullen met een aantal misdrijven, omdat veroorde-

condamnations pour ces délits sont considérées comme tellement graves dans le chef des personnes nommées, qu'elles doivent donner lieu à un refus de l'autorisation ou de l'agrément.

Il s'agit d'infractions à la législation relative à la vie privée, à la législation concernant les drogues, à la législation concernant les armes ainsi que les condamnations pour l'usage de violence à l'égard de personnes qui sont investies de l'autorité publique.

Pour permettre un contrôle effectif et rapide par le Ministère de l'Intérieur, il est spécifié que le Ministre de l'Intérieur doit être prévenu chaque fois que l'entreprise ou le service prend connaissance du fait qu'un membre personnel dirigeant est condamné pour un des délits précités. Il est évident que l'obligation de mettre immédiatement fin à toute tâche remplie par ce membre du personnel reste d'application.

2° Vu que la Belgique est membre de l'Union Européenne, la terminologie inadéquate de l'article 5, alinéa 1^{er}, 2^o, est adaptée. En plus, on ne parle plus aujourd'hui des Communautés Européennes, mais bien de l'Union Européenne.

3° A l'article 5, alinéa 1^{er}, 6^o, il est précisé ce qu'il faut concrètement entendre par service de police et service de renseignements.

Pour la définition du service public de renseignements, il est renvoyé à la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.

Pour la définition de service de police, il est par contre renvoyé à la loi sur la fonction de police. L'interprétation large du concept de service de police dans la loi du 18 juillet 1991 n'est en effet pas indispensable dans le cadre de la présente loi, le risque de transfert de know how policier et de recours au copinage étant peu élevé au départ de services de police à compétence restreinte.

A la demande du ministre de tutelle, certaines inspections particulières pourront cependant être déterminées ultérieurement dans un arrêté royal fixant la liste des fonctions publiques et militaires.

Art. 6

L'article 6 de la loi du 10 avril 1990 énumère les conditions à remplir par le personnel d'exécution des entreprises de gardiennage et de sécurité et des services internes de gardiennage.

Pour obliger également les indépendants à faire preuve de la formation nécessaire, il est précisé dans l'alinéa 1^{er}, que toute personne qui exerce une autre fonction que celles visées à l'article 5, doit satisfaire aux conditions citées.

L'indépendant en question est considéré comme entreprise visée par la loi en application de l'article 1^{er} revu et doit donc de ce fait par l'exercice d'une

lingen voor deze misdrijven in hoofde van genoemde personen zo zwaarwichtig worden geacht, dat zij aanleiding moeten geven tot een weigering van de vergunning of erkenning.

Het gaat om inbreuken op de privacywetgeving, de drugwetgeving, de wapenwetgeving, alsook om bepaalde veroordelingen wegens het gebruik van geweld jegens personen bekleed met openbaar gezag.

Om een effectieve en snelle controle door het Ministerie van Binnenlandse Zaken mogelijk te maken wordt bepaald dat de Minister van Binnenlandse Zaken moet verwittigd worden telkens de onderneming of dienst er kennis van krijgt dat een lid van het leidinggevend personeel veroordeeld is voor een van de genoemde misdrijven. De verplichting onmiddellijk een einde te stellen aan elke taak die door dat personeelslid wordt vervuld, blijft vanzelfsprekend bestaan.

2° Vermits België lid is van de Europese Unie, wordt de ongelukkige terminologie van artikel 5, eerste lid, 2^o, aangepast. Bovendien spreekt men vandaag niet meer van de Europese Gemeenschappen, wel van de Europese Unie.

3° In artikel 5, eerste lid, 6^o wordt gepreciseerd wat *in concreto* onder politiedienst en inlichtingendienst moet verstaan worden.

Voor de definitie van openbare inlichtingendienst wordt verwezen naar de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op de politie- en de inlichtingendiensten.

Voor de definitie van politiedienst wordt daarentegen verwezen naar de wet op het politieambt. De ruime interpretatie van het begrip politiedienst in de wet van 18 juli 1991 is immers niet absoluut noodzakelijk in het kader van onderhavige wet, daar het risico op overdracht van positionele know how en de toevlucht tot vriendjespolitiek klein is bij het verlaten van politiediensten met beperkte bevoegdheid.

Op verzoek van de voogdijminister zullen echter bepaalde bijzondere inspecties later wel in een koninklijk besluit tot vaststelling van de lijst van de openbare en militaire ambten kunnen opgenomen worden.

Art. 6

Artikel 6 van de wet van 10 april 1990 somt de voorwaarden op die het uitvoerend personeel van de bewakings- en beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten moeten vervullen.

Om ook zelfstandigen te verplichten het bewijs van de noodzakelijke opleiding voor te leggen, wordt in het eerste lid gepreciseerd dat elkeen die een andere functie uitoefent dan die welke beoogd worden in artikel 5 aan de genoemde voorwaarden moet voldoen.

De zelfstandige in kwestie wordt met toepassing van het herziene artikel 1 beschouwd als onderneming bedoeld in de wet en moet bijgevolg door de

fonction dans sa propre entreprise, satisfaire aux conditions de formation.

En outre, dans l'alinéa 1^{er}, 1^o, les conditions qui ont été ajoutées à l'article 5, 1^o, de la loi précitée le sont également dans le présent article pour les motifs évoqués plus haut.

Pour permettre un contrôle effectif et rapide par le Ministère de l'Intérieur, il est spécifié que tout membre du personnel doit immédiatement informer la direction de l'entreprise ou du service qui l'occupe des condamnations encourues pour un des délits précités. Cette direction devra, quant à elle, en prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur.

La terminologie de l'article 6, alinéa 1^{er}, 2^o, est également précisée.

A l'article 6, alinéa 1^{er}, 6^o, il est également précisé ce qu'il faut concrètement entendre par service de police et service de renseignements.

L'article 6, alinéa 2, dispensait le personnel administratif ou logistique des entreprises de gardiennage du respect de certaines conditions énumérées dans cet article; les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage n'étaient pas visées par cet alinéa, alors que la même dérogation se justifie logiquement. La modification apportée est destinée à réparer un oubli.

En outre, à l'article 6, alinéa 4, la condition imposée au personnel d'exécution des entreprises de sécurité de satisfaire à un examen psychotechnique est supprimée; en effet, si cette condition se justifie en ce qui concerne le personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage dont en raison des contacts avec le public dans des circonstances parfois difficiles, il convient de cerner le profil, elle ne se justifie pas pour le personnel des entreprises de sécurité.

Toute personne qui exerce des fonctions dirigeantes ainsi que des fonctions d'exécution doit répondre aux conditions imposées par les articles 5 et 6. Les entreprises composées d'une personne doivent par conséquent remplir cumulativement les conditions de ces deux articles.

Art. 7

1^o-2^o L'article 8, § 2, alinéa 2, de la loi, prescrit que la formation doit avoir lieu dans un stand de tir agréé.

Le dernier alinéa de l'article 8, § 2, est supprimé. Il convient de définir une procédure uniforme concernant l'agrément de ces stands de tir. Vu la corrélation étroite avec la législation sur les armes, il est estimé opportun d'insérer un nouvel article 14ter dans la loi sur les armes, qui prévoit que le Roi fixe, sur la proposition des Ministres de la Justice et de

uitoefening van een functie in zijn eigen onderneming voldoen aan de opleidingsvooraarden.

Verder worden in het eerste lid, 1^o, de voorwaarden, toegevoegd aan artikel 5, 1^o, van voornoemde wet, eveneens aan het onderhavige artikel toegevoegd, om de hierboven aangehaalde redenen.

Om een effectieve en snelle controle door het Ministerie van Binnenlandse Zaken mogelijk te maken wordt bepaald dat elk personeelslid de directie van de onderneming of dienst die hem tewerkstelt onmiddellijk op de hoogte moet brengen van opgelopen veroordelingen voor één van de genoemde misdrijven. Deze directie dient op haar beurt de Minister van Binnenlandse Zaken onmiddellijk hiervan op de hoogte te brengen.

Artikel 6, eerste lid, 2^o wordt eveneens terminologisch verduidelijkt.

In artikel 6, eerste lid, 6^o, wordt eveneens gepreciseerd wat concreet onder politiedienst en inlichtingendienst moet verstaan worden.

Artikel 6, tweede lid, stelde het administratief of logistiek personeel van de bewakingsondernemingen vrij van de inachtneming van sommige in dit artikel opgesomde voorwaarden; de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten werden in dit lid niet bedoeld, terwijl dezelfde afwijking logischerwijze gerechtvaardigd is. De aangebrachte wijziging is bedoeld om een vergetelheid goed te maken.

Bovendien wordt in artikel 6, vierde lid, de voorwaarde geschrapt waarbij aan het uitvoerend personeel van de beveiligingsondernemingen werd opgelegd te voldoen aan een psychotechnisch onderzoek; hoewel deze voorwaarde inderdaad gerechtvaardigd is wat het personeel van de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten betreft, waarvan het aangewezen is het profiel te bepalen gelet op de contacten met het publiek in soms moeilijke omstandigheden, is ze niet gerechtvaardigd voor het personeel van de beveiligingsondernemingen.

Iedere persoon die zowel leidinggevende als uitvoerende activiteiten uitoefent, moet aan de voorwaarden opgelegd door de artikelen 5 en 6 voldoen. Eén-mansondernemingen moeten bijgevolg cumulatief aan de voorwaarden van die twee artikelen voldoen.

Art. 7

1^o-2^o Artikel 8, § 2, tweede lid, van de wet bepaalt dat de schietopleiding moet plaatsvinden in een erkende schietstand.

Het laatste lid van artikel 8, § 2, wordt geschrapt. Er dient een uniforme procedure tot erkenning van deze schietstanden te worden bepaald. Gezien de nauwe verwevenheid met de wapenwetgeving wordt het opportuun geacht een nieuw artikel 14ter in de wapenwet in te lassen, dat bepaalt dat de Koning, op voorstel van de Minister van Justitie en van de Mi-

l'Intérieur, agissant dans le cadre de leurs attributions respectives, les conditions d'agrément des stands de tir.

Il a également été jugé opportun d'exiger du personnel qui a l'intention de travailler armé, qu'il dispose d'une expérience professionnelle satisfaisante de minimum six mois. Cette exigence supplémentaire a pour but de s'assurer que ce personnel offrira un maximum de garanties quant à la manière dont il se servira d'une arme.

Les entreprises de gardiennage qui organisent des transports armés souhaitent pouvoir incorporer directement leur personnel dans ces transports de valeurs. Du fait que la condition relative à l'expérience professionnelle ne peut entraver la mise en service de nouveaux agents, il est précisé que les agents de gardiennage « inexpérimentés » peuvent quand même être incorporés aux activités armées à condition d'être encadrés par un ou plusieurs agents de gardiennage expérimentés.

Ce qu'il faut entendre par « expérience professionnelle satisfaisante » et par « agent de gardiennage expérimenté » sera défini par arrêté royal.

On considère également opportun d'exiger du personnel qui a l'intention de se servir d'un chien, qu'il possède une expérience professionnelle satisfaisante de minimum six mois.

Cette condition supplémentaire a pour but de s'assurer que ce personnel peut donner un maximum de garanties concernant la manière dont il fait usage d'un chien. Cette matière sera réglée sur la base de l'article 8, § 5, par arrêté royal.

3° L'article 8, § 3, doit être complété parce qu'il a été constaté régulièrement que des entreprises délivrent elles-mêmes des documents « provisoires » à leur personnel non encore formé et tentent d'abuser le public. Il convient de pouvoir sanctionner ces pratiques.

4° Enfin, il y a lieu de modifier l'article 8, § 5, pour les raisons suivantes. L'arrêté royal du 4 mars 1996 remplaçant l'arrêté royal du 27 février 1992 réglementant certaines méthodes pour le transport protégé de valeurs impose aux entreprises de gardiennage et aux services internes de gardiennage qui surveillent ou protègent les transports de biens, l'obligation de prévoir un système de neutralisation ou de protection qui varie en fonction de la catégorie de valeurs visée et qui permet de rendre les valeurs impropre à l'usage en cas de situations anormales.

Les valeurs ne peuvent être extraites du lieu protégé que si elles sont insérées dans un conteneur satisfaisant aux conditions de l'arrêté précité, et qui ne peut être ouvert, fermé et programmé que dans un lieu protégé (c'est-à-dire un local clos dont l'accès est uniquement conféré de l'intérieur et sur vérification de l'identité).

nister van Binnenlandse Zaken, optredend binnen het kader van hun respectieve bevoegdheden, de voorwaarden tot erkenning van de schietstanden bepaalt.

Het werd eveneens wenselijk geacht om van het personeel dat de intentie heeft gewapend te werken, te eisen dat het over een bevredigende beroepservaring van minimum 6 maanden beschikt. Deze bijkomende vereiste heeft als doel zich ervan te verzekeren dat dit personeel een maximum aan garanties kan leveren met betrekking tot de wijze waarop het gebruik zal maken van een wapen.

Bewakingsondernemingen die wapentransporten organiseren wensen hun personeel onmiddellijk in deze waardentransporten te kunnen inschakelen. Omdat de voorwaarde inzake beroepservaring geen belemmering zou vormen voor de tewerkstelling van nieuwe agenten, wordt bepaald dat « onervaren » bewakingsagenten toch mogen ingeschakeld worden bij de uitoefening van gewapende activiteiten, op voorwaarde dat zij begeleid worden door één of meer ervaren bewakingsagenten.

Bij koninklijk besluit zal bepaald worden wat onder « bevredigende beroepservaring » en « ervaren bewakingsagent » dient verstaan te worden.

Het wordt eveneens opportuun geacht om van het personeel dat de intentie heeft een hond te gebruiken, te eisen dat het over een bevredigende beroepservaring van minimum 6 maanden beschikt.

Deze bijkomende vereiste heeft als doel zich ervan te verzekeren dat dit personeel een maximum aan garanties kan leveren met betrekking tot de wijze waarop het gebruik maakt van een hond. Deze mate-rie zal op basis van artikel 8, § 5, bij koninklijk besluit worden geregeld.

3° Artikel 8, § 3, moet vervolledigd worden omdat regelmatig vastgesteld werd dat ondernemingen zelf « voorlopige » documenten afleveren aan hun nog niet opgeleide personeel en trachten het publiek te misleiden. Het past deze misbruiken te sanctioneren.

4° Ten slotte dient artikel 8, § 5, gewijzigd te worden om volgende redenen. In het koninklijk besluit van 4 maart 1996 ter vervanging van het koninklijk besluit van 27 februari 1992 houdende regeling van bepaalde methodes voor beveiligd waardenvervoer, wordt aan de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten die toezicht houden op en bescherming bieden bij het vervoer van goederen, een neutralisatie- of beveiligingssysteem opgelegd, verschillend naar gelang de beoogde categorie van waarden, dat toelaat de waarden onbruikbaar te maken in geval van abnormale situaties.

De waarden mogen slechts uit de beveiligde ruimte verwijderd worden indien zij geplaatst worden in een container die voldoet aan de voorwaarden van voornoemd besluit, waarbij de container slechts geopend, gesloten en geprogrammeerd kan worden, in de beveiligde ruimte (dit is een gesloten ruimte waarvan de toegang langs binnen en na identiteitscontrole wordt verleend).

Ici, on vise indirectement l'utilisateur du transport de valeurs, dans ce sens que, après une période transitoire prenant fin le 15 janvier 1997, le défaut d'investissements chez le client pour ce qui est du lieu protégé, est pénalisé par l'obligation pour les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage de recourir à un équipage de trois hommes armés, malgré le recours aux systèmes de neutralisation. C'est notamment le coût de la mise en oeuvre de ce troisième homme armé qui sera porté en compte dans le prix de revient du transport à payer par le client.

Vu la multiplication récente du nombre d'attaques des transports de valeurs, il est toutefois indispensable de pouvoir imposer des mesures supplémentaires afin de combattre cette criminalité et d'assurer la sécurité tant des transporteurs que de la population.

Plus particulièrement, il est devenu indispensable de pouvoir imposer des conditions également directement aux utilisateurs du transport de valeurs, notamment les établissements financiers et les entreprises de distribution afin de limiter au maximum voire d'éliminer le risque trottoir.

A cet effet, on pense à imposer aux clients du transport de valeurs l'obligation de prévoir un lieu protégé; à défaut de celui-ci, et après une période transitoire, il ne sera plus admis d'effectuer des transports de valeurs pour ce client.

Il est souhaitable que les clients des transporteurs de valeurs prennent en outre toutes les dispositions nécessaires afin de permettre un accès plus aisné des véhicules aux lieux d'enlèvement et de délivrance des valeurs, de sorte que le trajet entre le véhicule et le lieu protégé — qui doit en outre être éclairé en cas d'obscurité — soit limité au maximum.

On envisage en outre de prévoir l'obligation d'installer des systèmes de surveillance permanente aux lieux où doivent avoir lieu l'enlèvement, la délivrance ou la manipulation des valeurs, et ce dans les limites des dispositions légales relatives à la protection de la vie privée.

Art. 8

L'article 106 du Code d'instruction criminelle ayant été remplacé par l'article 1^{er}, 3^o, de la loi du 20 juillet 1990, cette modification est transposée dans l'article 10 de la loi.

Les mots « les entreprises de sécurité » sont supprimés parce qu'ils donnaient lieu à des malentendus quant à la dénonciation par les entreprises de sécurité d'infractions commises par leur clientèle, refusant par exemple de conclure un contrat d'entretien, d'infractions commises par des concurrents en matière de la formation du personnel, etc.

De gebruiker van het waardenvervoer wordt hierbij onrechtstreeks geviseerd, in die zin dat, na een overgangsperiode die afloopt op 15 januari 1997, het ontbreken van investeringen bij de klant wat de beveiligde ruimte betreft, gesanctioneerd wordt met de verplichting voor de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten drie gewapende personen in te zetten, ook al worden neutralisatiesystemen gebruikt. Met name de kost voor het inzetten van deze derde gewapende man zal verrekend worden in de prijs die de klant betaalt.

Gelet op de recente toename van het aantal aanslagen op de waardentransporten, is het evenwel noodzakelijk bijkomende maatregelen te kunnen opleggen om deze criminaliteit te bestrijden en de veiligheid te verzekeren van zowel de transporteurs als van de bevolking.

Meer in het bijzonder dringt zich de noodzaak op ook rechtstreeks voorwaarden te kunnen opleggen aan de gebruikers van het waardentransport, met name de banken en distributieondernemingen, ten einde het stoeprisico zo veel mogelijk te beperken en zelfs uit te sluiten.

Daarbij wordt eraan gedacht aan de klanten van het waardentransport de verplichting op te leggen om in een beveiligde ruimte te voorzien, bij gebreke waarvan, na een bepaalde overgangsperiode, het waardentransport ten behoeve van deze klanten niet meer toegelaten is.

Het is wenselijk dat de klanten van het waardentransport ook alle nodige maatregelen nemen om de toegang van de voertuigen tot de plaats van het afhalen of leveren gemakkelijker te maken, zodat de afstand tussen het voertuig en de beveiligde ruimte — die overigens bij duisternis verlicht dient te zijn — tot een minimum beperkt wordt.

Voorts wordt gedacht aan het opleggen van permanente toezichtssystemen op de plaatsen waar de waarden worden opgehaald, verwerkt of geleverd, binnen de perken van de wettelijke bepalingen betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 8

Aangezien artikel 106 van het Wetboek van strafvordering werd vervangen door artikel 1, 3^o van de wet van 20 juli 1990, wordt deze wijziging omgezet in artikel 10 van de wet.

De woorden « de beveiligingsondernemingen » worden geschrapt omdat dit aanleiding gaf tot misvattingen omtrent het aangeven door beveiligingsondernemingen van inbreuken gepleegd door hun cliënteel dat bijvoorbeeld weigert een onderhoudscontract af te sluiten, inbreuken gepleegd door concurrenten met betrekking tot de opleiding van hun personeel, enz.

Art. 9

Il y a lieu d'adapter le texte au prescrit de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 10

Il est prévu ici que les services internes de gardiennage devront dorénavant également envoyer un rapport d'activités à l'administration; en effet, ce secteur devient de plus en plus important et il convient donc de disposer à ce sujet des renseignements contenus dans le rapport annuel.

Des études universitaires démontrent en outre que certaines méthodes, appliquées dans la pratique par ce secteur, soulèvent des questions. Il est donc nécessaire d'avoir un regard réel sur ce secteur.

Tenant compte de la clôture de l'année comptable, les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, doivent pouvoir disposer d'un certain délai réaliste dans la pratique pour remettre leur rapport d'activités.

Vu que le rapport annuel du Ministre de l'Intérieur au Parlement s'appuie sur les données de ces rapports d'activités et compte tenu du congé parlementaire, il est stipulé que le Ministre fait désormais annuellement rapport au Parlement avant le 30 octobre.

Art. 11

La portée de l'article 17 de la loi n'est pas modifiée. Il s'agit entre autres de clarifier le texte néerlandais qui pourrait être interprété erronément; en effet, certaines personnes pensent que le retrait ainsi que la suspension sont limités dans le temps alors que le retrait est définitif et que la suspension est limitée dans le temps.

Pour plus de clarté, il est également explicitement prévu que la suspension ou le retrait a lieu également lorsque l'entreprise cesse de remplir les conditions légales (par exemple en cas de faillite ...).

En outre, la rédaction de l'article 17, alinéa 1^{er}, 3^o, a été modifiée; en effet, celui-ci faisait, de manière incompréhensible, référence à l'article 17, alinéa 1^{er}, 1^o.

Art. 12

1^o La charge imposée aux autorités judiciaires est telle que celles-ci doivent créer des priorités et les infractions à cette législation ne sont pas toujours

Art. 9

De tekst dient te worden aangepast aan de voorzchriften van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 10

Hier wordt bepaald dat de interne bewakingsdiensten voortaan ook een activiteitenverslag naar de administratie zullen moeten zenden; deze sector wordt immers steeds belangrijker en het is dus noodzakelijk over de inlichtingen uit het jaarverslag te beschikken.

Uit universitaire studies blijkt bovendien dat bepaalde methoden die deze sector in de praktijk toepast, vragen oproepen. Een reële kijk op deze sector is dan ook noodzakelijk.

Rekening houdend met de afsluiting van het boekhoudkundig jaar, moeten de bewakingsondernemingen, beveiligingsondernemingen en interne bewakingsdiensten over een bepaalde — in de praktijk haalbare — termijn kunnen beschikken om hun activiteitenverslag te bezorgen.

Vermits het jaarlijks verslag van de Minister van Binnenlandse Zaken aan het Parlement steunt op de gegevens van deze activiteitenverslagen en er rekening wordt gehouden met het parlementair verlof, wordt bepaald dat de Minister voortaan jaarlijks vóór 30 oktober verslag uitbrengt aan het Parlement.

Art. 11

De draagwijdte van artikel 17 van de wet wordt niet gewijzigd. Het gaat er onder andere om de Nederlandse tekst te verduidelijken die verkeerd kon worden geïnterpreteerd; sommigen denken immers dat zowel de intrekking als de schorsing beperkt zijn in de tijd, terwijl de intrekking definitief is en de schorsing beperkt is in de tijd.

Omwille van meer klarheid, wordt tevens uitdrukkelijk voorzien dat de schorsing of de intrekking eveneens plaatsvindt wanneer de onderneming niet meer aan de wettelijke voorwaarden voldoet (bijvoorbeeld in geval van faillissement ...).

Bovendien werd artikel 17, eerste lid, 3^o, anders opgesteld; dit laatste verwees immers op onbegrijpelijke manier naar artikel 17, eerste lid, 1^o.

Art. 12

1^o De last die aan de gerechtelijke overheden wordt opgelegd, is zodanig dat deze prioriteiten moeten stellen en overtredingen op deze wetgeving wor-

jugées être d'une telle gravité à justifier des poursuites judiciaires.

Or, par son caractère trop général, l'article 18 tend à sanctionner des infractions qui sont plutôt de nature administrative (par exemple, le fait de travailler sans autorisation) ou déontologique (problèmes de formation) alors que le but du droit pénal est de sanctionner des infractions qui portent gravement atteinte à l'ordre public, et entre autres à des principes démocratiques (par exemple : immixtion dans un conflit politique ou social, port d'armes, méthodes).

C'est pourquoi le projet soustrait du champ d'application de l'article 18 les infractions aux articles 2 (obligation d'autorisation), 3 (obligation d'assurance), 4 (obligation d'agrément), 5 et 6 (conditions d'exercice) et 7 (agrément des organismes de formation), et 12 (agrément du matériel de protection), qui seraient dès lors à l'avenir sanctionnées par des amendes administratives.

La lecture de l'article 19 révèle que ce système ne soustrait pas l'administré au pouvoir judiciaire et aux garanties qu'offre la procédure judiciaire.

En effet, outre le respect des droits de la défense déjà inclus dans la procédure, l'article 19 prévoit en son § 4 la saisine du tribunal de première instance en cas de non paiement de l'amende. Il n'y a donc pas d'exécution d'office.

2° Enfin, la suppression de l'alinéa 5 se justifie par le fait que cet alinéa est superflu. Cet alinéa figurait dans le texte initial de l'article 18 parce que le texte initial de l'article 19 prévoyait des poursuites administratives à défaut de poursuites judiciaires, ce qui impliquait un risque d'enfreinte au principe « *non bis in idem* ».

L'article 19 a ensuite été modifié pour répondre aux objections du Conseil d'Etat, mais les rédacteurs ont omis d'adapter en conséquence l'article 18 en supprimant l'alinéa 5. Celui-ci fait double emploi puisque l'article 19 exclut lui-même de son champ d'application les infractions visées à l'article 18.

Art. 13

Il a été constaté que les Procureurs du Roi hésitent quant au contenu de l'avis qu'ils doivent faire parvenir à l'administration, en vertu de l'article 19, § 2, alinéa 2. Afin que cet alinéa puisse avoir toute son utilité, il a été prévu que l'avis doit porter sur l'opportunité d'une éventuelle poursuite pénale. Le but est que le Procureur du Roi vérifie que la qualification des faits est correcte et, si ce n'est pas le cas, c'est-à-dire si l'administration estime qu'il y a lieu d'appliquer l'article 19 alors que lui-même estime que l'infraction tombe dans le champ d'application de

den niet steeds als dermate ernstig ervaren dat zij een strafrechtelijke vervolging rechtvaardigen.

Welnu, door haar te algemene karakter streeft artikel 18 ernaar overtredingen van eerder administratieve (bijvoorbeeld het feit zonder vergunning te werken) of deontologische aard (opleidingsproblemen) te sanctioneren, terwijl het strafrecht beoogt overtredingen te sanctioneren die ernstig afbreuk doen aan de openbare orde en onder andere aan de democratische principes (bijvoorbeeld inmenging in een politiek of sociaal conflict, wapendracht, methoden).

Daarom onttrekt het ontwerp de overtredingen op de artikelen 2 (vergunningsplicht), 3 (verzekeringsplicht) en 4 (erkenningsplicht), 5 en 6 (uitoefeningsvoorraarden), 7 (erkenning van de opleidingsinstellingen) en 12 (goedkeuring beveiligingsmateriaal) aan het toepassingsgebied van artikel 18, die dan in de toekomst gesanctioneerd zouden worden met administratieve geldboetes.

De lezing van artikel 19 toont aan dat dit systeem de bestuurde niet onttrekt aan de rechterlijke macht en aan de waarborgen die de gerechtelijke procedure biedt.

Artikel 19 voorziet immers in haar vierde lid, niet-tegenstaande de verzekering van de rechten van verdediging die reeds vervat zijn in de procedure, dat de rechtbank van eerste aanleg gevatt wordt in geval van niet-betaling van de geldboete. Er is bijgevolg geen ambtshalve uitvoering.

2° Ten slotte wordt de opheffing van het vijfde lid gerechtvaardigd door het feit dat dit lid overbodig is. Dit lid kwam voor in de oorspronkelijke tekst van artikel 18, omdat de oorspronkelijke tekst van artikel 19 voorzag in administratieve vervolgingen bij gebrek aan gerechtelijke vervolgingen, wat een risico op schending van het principe « *non bis in idem* » inhield.

Artikel 19 werd vervolgens gewijzigd om een antwoord te bieden op de bezwaren van de Raad van State, maar de redacteurs hebben nagelaten vervolgens artikel 18 aan te passen door het vijfde lid op te heffen. Dit maakt een dubbel gebruik uit, vermits artikel 19 de overtredingen, bedoeld in artikel 18, zelf uitsluit van haar toepassingsgebied.

Art. 13

Er werd vastgesteld dat de Procureurs des Konings aarzelen in verband met de inhoud van het advies dat zij krachtens artikel 19, § 2, tweede lid, naar de administratie moeten sturen. Opdat dit lid zijn volle nut zou kunnen bewijzen, werd bepaald dat het advies betrekking moet hebben op de wenselijkheid van een eventuele strafrechtelijke vervolging. De bedoeling hiervan is dat de Procureur des Konings nagaat of de kwalificatie van de feiten correct is en dat hij, indien dit niet het geval is, het is te zeggen indien de administratie meent dat er reden is

l'article 18, qu'il en informe l'administration dans le mois.

Art. 14

Vu que l'arrêté royal du 29 août 1926 relatif à l'agrération de gardes pour surveiller l'exécution de la loi du 10 mars 1925 sur la distribution d'énergie électrique, soumet les gardes, visés à l'article 23, alinéa 2, de la loi précitée du 10 mars 1925, à des conditions sévères, il n'est pas opportun de les soumettre aux dispositions de la présente loi.

C'est aussi le cas pour les convoyeurs assermentés, visés aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs.

Art. 15

L'ancien article 22, § 3, peut être mal interprété. Le nouvel article évite toute confusion. On peut seulement être dispensé des formations de base pour autant que l'on aie déjà une certaine expérience professionnelle au moment de la publication de la loi, à savoir le 29 mai 1990, dans le secteur concerné et dans la fonction concernée.

Une personne qui, à la date du 29 mai 1990, travaillait dans une entreprise de gardiennage ou de sécurité, sera seulement dispensée de la formation de base se rapportant à la fonction réellement exercée. Si elle désire exercer d'autres fonctions, elle devra suivre la formation de base correspondant à cette fonction. Cela signifie également qu'une personne qui, par exemple, travaillait dans le secteur du gardiennage, ne pourra pas invoquer l'article 22, § 3, de la loi, si elle désire exercer des fonctions dans une entreprise de sécurité.

D'après le Conseil d'Etat, le principe de sécurité juridique commande de préciser que cette disposition ne porte pas atteinte aux dispenses acquises avant l'entrée en vigueur de la loi modificative. Il va de soi qu'une loi modificative ne rétroagit pas sur les situations personnelles acquises et que ce principe général de droit ne doit pas être inscrit dans la loi.

Art. 16 et 17

Il convient de définir une procédure uniforme concernant l'agrément de ces stands de tir. Vu la corréla-

om artikel 19 toe te passen, terwijl hij zelf meent dat de overtreding onder het toepassingsgebied van artikel 18 valt, de administratie binnen de maand hiervan op de hoogte brengt.

Art. 14

Aangezien het koninklijk besluit van 29 augustus 1926 betreffende de aangenomen bewakers belast met het toezicht op de uitvoering van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening, de bewakers, bedoeld in artikel 23, tweede lid van voornoemde wet van 10 maart 1925 aan strenge voorwaarden onderwerpt, is het niet opportuun hen te onderwerpen aan de bepalingen van onderhavige wet.

Dit is ook het geval voor de beëdigde begeleiders, bedoeld in de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen.

Art. 15

Het vroegere artikel 22, § 3, kan verkeerd geïnterpreteerd worden. Het nieuwe artikel sluit elke verwarring uit. Men kan enkel vrijgesteld worden van de basisopleidingen in zoverre men reeds een zekere beroepservaring geniet op het ogenblik van de publicatie van de wet, namelijk op 29 mei 1990, en wel in de desbetreffende sector en de desbetreffende functie.

Een persoon die, op datum van 29 mei 1990, in een bewakings- of beveiligingsonderneming tewerkgesteld was, zal enkel vrijgesteld worden van de basisopleiding die betrekking heeft op de werkelijk uitgeoefende functie. Indien hij andere functies wenst uit te oefenen, zal hij de basisopleiding die met deze functie overeenstemt, moeten volgen. Dit betekent eveneens dat een persoon die, bijvoorbeeld, tewerkgesteld was in de bewakingssector, het artikel 22, § 3, van de wet niet zal kunnen inroepen, indien hij functies wenst uit te oefenen in een beveiligingsonderneming.

Volgens de Raad van State gebiedt de rechtszekerheid dat wordt gepreciseerd dat deze bepaling geen afbreuk doet aan de vrijstellingen verleend vóór de inwerkingtreding van de wijzigingswet. Het spreekt vanzelf dat een wijzigingswet niet terugwerk op persoonlijk verworven toestanden en dat dit algemeen geldend rechtsprincipe niet in de wet moet ingeschreven worden.

Art. 16 en 17

Er dient een uniforme procedure tot erkenning van deze schietstanden te worden bepaald. Gezien de

tion étroite avec la législation sur les armes, il est estimé opportun d'insérer un nouvel article 14ter dans la loi sur les armes, qui prévoit que le Roi fixe, sur la proposition des Ministres de la Justice et de l'Intérieur, agissant dans le cadre de leurs attributions respectives, les conditions d'agrément des stands de tir.

Art. 18

L'article 18 du projet ne nécessite pas de commentaire particulier.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

nauwe verwevenheid met de wapenwetgeving wordt het opportuun geacht een nieuw artikel 14ter in de wapenwet in te lassen, dat bepaalt dat de Koning, op voorstel van de Minister van Justitie en van de Minister van Binnenlandse Zaken, optredend binnen het kader van hun respectievelijke bevoegdheden, de voorwaarden tot erkenning van de schietstanden bepaalt.

Art. 18

Artikel 18 van het ontwerp vergt geen bijzonder commentaar.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

AVANT-PROJET DE LOI

soumis à l'avis du Conseil d'Etat

**Avant-projet de loi modifiant la loi du
10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage,
sur les entreprises de sécurité et sur
les services internes de gardiennage
et la loi du 3 janvier 1933 relative à la
fabrication, au commerce et au port
des armes et au commerce des munitions,
ainsi modifiée par la loi du 29 juillet 1934
et la loi du 30 janvier 1991**

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 10 avril 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Est considérée comme entreprise de gardiennage au sens de la présente loi, toute personne physique ou morale exerçant, autrement que dans le lien d'un contrat de travail, une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de :

- a) surveillance et protection de biens mobiliers ou immobiliers;
- b) protection de personnes;
- c) surveillance et protection de transport de biens;
- d) gestion de centraux d'alarme.

Ne sont pas considérés comme entreprise de gardiennage : les associés d'une entreprise de gardiennage autorisée, qui exercent effectivement des activités définies au premier alinéa, lorsqu'ils sont unis, par alliance ou par un lien de parenté jusqu'au deuxième degré, avec un des associés fondateurs ou lorsque la société concernée comporte un maximum de quatre associés actifs qui exercent des activités définies au premier alinéa. ».

L'article 1^{er}, § 3, de la loi du 10 avril 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Est considérée comme entreprise de sécurité au sens de la présente loi toute personne physique ou morale exerçant une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes et de centraux d'alarme. ».

Art. 3

La dernière phrase de l'article 2, § 1^{er}, de la même loi est supprimée.

L'article 2, § 1^{er}, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« L'autorisation peut être retirée à la demande de l'entreprise de gardiennage ou de l'entreprise qui organise le

VOORONTWERP VAN WET

onderworpen aan het advies van de Raad van State

**Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van
10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de
beveiligingsondernemingen en de interne
bewakingsdiensten en de wet van 3 januari 1933
op de vervaardiging van, de handel in en het
dragen van wapens en op den handel in munitie,
zoals gewijzigd door de wet
van 29 juli 1934
en de wet van 30 januari 1991**

Artikel 1

De huidige wet regelt een materie bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 1, § 1, van de wet van 10 april 1990 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de zin van deze wet wordt als bewakingsonderneming beschouwd, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die, anders dan in het verband van een arbeidsovereenkomst, een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van :

- a) toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen;
- b) bescherming van personen;
- c) toezicht op en bescherming bij het vervoer van goederen;
- d) beheer van alarmcentrales.

Worden echter niet als bewakingsondernemingen beschouwd : vennooten in een vergunde bewakingsonderneming die effectief activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen, indien zij in een band van aan- of bloedverwantenchap tot in de tweede graad staan met één der oprichtende vennooten of indien de betrokkenen vennootschap bestaat uit maximaal vier actieve vennooten die activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen. ».

Artikel 1, § 3 van de wet van 10 april 1990 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de zin van deze wet wordt als beveiligingsonderneming beschouwd, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van conceptie, installatie, onderhoud of herstelling van alarmsystemen en alarmcentrales. ».

Art. 3

De laatste zin van artikel 2, § 1, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Artikel 2, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De vergunning kan op verzoek van de bewakingsonderneming of van de onderneming die de interne bewa-

service interne de gardiennage, conformément à une procédure à déterminer par le Roi. ».

A l'article 2, § 3, de la même loi les mots « Communautés européennes » sont remplacés par le mots « Union Européenne ».

Art. 4

L'article 4, alinéa 3, de la même loi est complété comme suit :

« L'agrément peut être retiré à la demande de l'entreprise de sécurité, conformément à une procédure à déterminer par le Roi. ».

L'article 4, alinéa 4, de la même loi est supprimé et remplacé par :

« Les entreprises de sécurité qui exercent les activités, déterminées à l'article 1^{er}, § 3, exclusivement dans des véhicules, ne sont pas visées par les dispositions du présent article. ».

Art. 5

A l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, de la même loi, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à un emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386^{ter} du Code pénal, d'infractions visées à l'article 259bis du Code pénal, des infractions visées aux articles 280 et 281 du Code pénal, d'infractions visées par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, d'infractions visées par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port d'armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, d'infractions à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

L'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, troisième alinéa, de la même loi est complété comme suit :

« L'entreprise de gardiennage ou de sécurité ou le service interne de gardiennage sont tenus de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès qu'ils prennent connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée et ils doivent immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise ou ce service. ».

L'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi est remplacé comme suit :

« être ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne ».

L'article 5, alinéa 1^{er}, 6°, de la même loi est remplacé comme suit :

« 6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précédent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organisant le contrôle des services de

kingsdienst organiseert, overeenkomstig een door de Koning te bepalen procedure worden ingetrokken. ».

In artikel 2, § 3 van dezelfde wet worden de woorden « Europese Gemeenschappen » door de woorden « Europese Unie » vervangen.

Art. 4

Artikel 4, derde lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« De erkenning kan op verzoek van de beveiligingsonderneming, overeenkomstig een door de koning te bepalen procedure worden ingetrokken. ».

Artikel 4, vierde lid, van dezelfde wet wordt opgeheven en vervangen door :

« Beveiligingsondernemingen die de activiteiten, bepaald in artikel 1, § 3, uitsluitend in voertuigen uitvoeren, worden niet beoogd door de bepalingen van het huidig artikel. ».

Art. 5

In artikel 5, eerste lid, 1°, van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van tenminste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, bij de artikelen 379 tot 386^{ter} van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij artikel 259bis van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdoovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde misdrijven, bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde misdrijven, bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens bepaalde misdrijven. ».

Artikel 5, eerste lid, 1°, derde alinea, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« De bewakings- of beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te verwittigen, zodra zij of hij kennis neemt van het feit dat een persoon die ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en zij dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming of dienst door deze persoon wordt vervuld. ».

Artikel 5, eerste lid, 2°, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie ».

Artikel 5, eerste lid, 6°, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politie-ambt of van een openbare inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een mili-

police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi. ».

Art. 6

L'article 6, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Les personnes qui exercent, dans une entreprise de gardiennage, une entreprise de sécurité ou un service interne de gardiennage, une autre fonction que celles qui sont visées à l'article 5, doivent satisfaire aux conditions suivantes : ».

A l'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o, de la même loi, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à un emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386^{ter} du Code pénal, d'infractions visées à l'article 259^{bis} du Code pénal, d'infractions visées aux articles 280 et 281 du Code pénal, d'infractions visées par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, d'infractions visées par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et aux commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, d'infractions à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

L'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o, troisième alinéa, de la même loi est modifié comme suit :

« Toute personne qui ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée, est tenue d'en informer immédiatement les personnes qui assurent la direction effective de l'entreprise, du service interne de gardiennage ou de l'entreprise de sécurité.

L'entreprise de gardiennage ou de sécurité ou le service interne de gardiennage est tenu de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès que l'entreprise ou le service prend connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée et doit immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise ou ce service. ».

L'article 6, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi est remplacé comme suit :

« être ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne ».

L'article 6, alinéa 1^{er}, 6^o, de la même loi est remplacé comme suit :

« 6^o ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précédent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organisant le contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi. ».

tair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst. ».

Art. 6

Artikel 6, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De personen die in de bewakingsonderneming, de beveiligingsonderneming of interne bewakingsdienst een andere functie uitoefenen dan die welke beoogd worden in artikel 5, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden : ».

In artikel 6, eerste lid, 1^o, van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van tenminste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, bij de artikelen 379 tot 386^{ter} van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij artikel 259^{bis} van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde misdrijven, bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde misdrijven, bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens bepaalde misdrijven. ».

Artikel 6, eerste lid, 1^o, derde alinea, van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

« Iedere persoon die ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet is gehouden hiervan onmiddellijk de personen die de werkelijke leiding hebben van de bewakingsonderneming, de interne bewakingsdienst of de beveiligingsonderneming op de hoogte te brengen.

De bewakings- of beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra de onderneming of de dienst kennis neemt van het feit dat een persoon die ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming of dienst door deze persoon wordt vervuld. ».

Artikel 6, eerste lid, 2^o, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie ».

Artikel 6, eerste lid, 6^o, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 6^o sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politie-ambt of van een openbare inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst. ».

L'article 6, alinéa 2, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les conditions fixées aux 2°, 3° et 5° ne s'appliquent pas au personnel administratif ou logistique des entreprises visées à cet article. ».

L'article 6, alinéa 4 , de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les conditions fixées aux 2°, 3°, de même que les conditions afférentes à l'examen psychotechnique visées au 5°, ne s'appliquent pas au personnel des entreprises de sécurité. ».

L'article 6 de la même loi est complété par un alinéa 5 :

« Les conditions prévues aux articles 5 et 6 doivent être remplies cumulativement par les personnes qui exercent simultanément les fonctions visées aux articles 5 et 6. ».

Art. 7

L'article 8, § 2, alinéa 2, de la même loi est remplacé comme suit :

« Pour l'accomplissement de leurs missions, seuls les membres du personnel desdites entreprises et desdits services ou les personnes travaillant pour leur compte, qui ont suivi avec succès une formation dans un stand de tir agréé conformément à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, sont autorisés à détenir, transporter et porter des armes. Les gardes qui ne disposent pas d'une expérience professionnelle satisfaisante d'au moins 6 mois doivent, pendant l'accomplissement de missions armées, être en permanence encadrés par un ou plusieurs gardes expérimentés. ».

L'article 8, § 2, dernier alinéa, de la même loi est supprimé.

A l'article 8, § 3, de la même loi, la phrase suivante est insérée après le mot « police » :

« L'entreprise ne pourra délivrer elle-même aucun document de type analogue à son personnel. ».

L'article 8, § 5, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut déterminer des conditions dans lesquelles les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage peuvent utiliser certains moyens et méthodes dans l'exercice de leurs missions. Il peut en outre imposer des conditions à l'utilisateur des services visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o, pour qu'ils prennent des mesures afin de garantir une sécurité maximale.

En cas d'urgence et en cas de menace grave et imminente pour l'ordre public, le Ministre de l'Intérieur peut, dans l'intérêt de l'ordre public, interdire temporairement ou de façon permanente, sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public, l'exercice de certaines missions ou l'usage de certains moyens ou certaines méthodes ou imposer des mesures de sécurité complémentaires. ».

Art. 8

L'article 10 de la même loi est remplacé par l'article suivant :

« Sans préjudice de l'article 30 du Code d'instruction criminelle et de l'article 1^{er}, 3^o de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les entreprises de gar-

Artikel 6, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De onder het 2°, het 3° en het 5° vermelde voorwaarden gelden niet voor het administratief of logistiek personeel van de in dit artikel bedoelde ondernemingen. ».

Artikel 6, vierde lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De onder het 2° en het 3° vermelde voorwaarden, alsook de onder het 5° bedoelde voorwaarden betreffende het psychotechnisch onderzoek zijn niet van toepassing op het personeel van de beveiligingsondernemingen. ».

Artikel 6 van dezelfde wet wordt aangevuld met een vijfde lid :

« De voorwaarden voorzien in artikel 5 en 6 moeten cumulatief vervuld worden door de personen die tegelijkertijd de functies beoogd in artikel 5 en 6 uitoefenen. ».

Art. 7

Artikel 8, § 2, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Voor het uitvoeren van hun opdrachten mogen alleen de personeelsleden van de genoemde ondernemingen en diensten of de personen die voor hun rekening werken, die met goed gevolg een opleiding hebben genoten in een overeenkomstig de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en den handel in munitie erkende schietstand, wapens houden, vervoeren en dragen. Bewakingsagenten die niet over een bevredigende beroepservaring van minstens 6 maanden beschikken, moeten bij de uitvoering van gewapende opdrachten te allen tijde begeleid worden door één of meerdere ervaren bewakingsagenten. ».

Artikel 8, § 2, laatste lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

In artikel 8, § 3, van dezelfde wet wordt de volgende zin ingelast na het woord « politiedienst » :

« De onderneming zal zelf geen enkel gelijkaardig document aan haar personeel kunnen afleveren. ».

Artikel 8, § 5, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan voorwaarden bepalen waaronder de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten bij het uitoefenen van hun opdrachten gebruik kunnen maken van bepaalde middelen en methodes. Hij kan tevens voorwaarden opleggen aan de gebruiker van de dienstverlening zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, met het oog op het nemen van maatregelen teneinde een maximale veiligheid te garanderen.

In dringende gevallen en in geval van ernstige en onmiddellijke bedreiging van de openbare orde, kan de Minister van Binnenlandse Zaken, in het belang van de openbare orde, op de openbare weg en in voor het publiek toegankelijke plaatsen, tijdelijk of blijvend, de uitoefening van bepaalde opdrachten of het gebruik van bepaalde middelen of methodes verbieden of aanvullende veiligheidsmaatregelen opleggen. ».

Art. 8

Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende artikel :

« Onverminderd artikel 30 van het Wetboek van stafvordering en artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, delen de bewakings-

diennage, les services internes de gardiennage, les membres du personnel de ces entreprises ou services et les personnes travaillant pour leur compte communiquent sans délai aux autorités judiciaires, chaque fois qu'elles le demandent, toutes les informations relatives aux délits dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs activités. ».

Art. 9

A l'article 11, alinéa 2, de la même loi, les mots « ou l'appartenance mutualiste » sont insérés après le mot « religieuses » et, dans le texte français, le mot « syndicales » est remplacé par le mot « syndicale ».

Art. 10

L'article 14 de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les entreprises de gardiennage et de sécurité et les services internes de gardiennage envoient annuellement au Ministre de l'Intérieur, à la date qu'il détermine, un rapport d'activités dont il arrête la teneur.

Le Ministre de l'Intérieur fait annuellement rapport par écrit à la Chambre des représentants avant le 30 octobre au sujet de l'application de la présente loi. »

Art. 11

A l'article 17 de la même loi, l'alinéa 1^{er}, 1^o, a), est remplacé comme suit :

« 1^o retirer ou suspendre pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour certaines d'entre elles, pour tous les lieux où elles sont exercées ou pour certains de ces lieux seulement, l'autorisation ou l'agrément accordé conformément aux articles 2 et 4 :

a) lorsque l'entreprise de gardiennage, l'entreprise de sécurité ou le service interne de gardiennage ne respecte pas les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution ou n'en réunit plus les conditions ou exerce des activités incompatibles avec l'ordre public ou avec la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ».

A l'article 17, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi, le texte est remplacé comme suit :

« 2^o retirer aux personnes visées à l'article 8, § 3, ou retenir pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour partie d'entre elles, pour tous les lieux où ces activités sont exercées ou pour certains d'entre eux, la carte d'identification qui leur a été délivrée conformément à ladite disposition, lorsque ces personnes ne respectent pas les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution; »

L'article 17, alinéa 1^{er}, 3^o, de la même loi est remplacé comme suit :

« 3^o retirer ou suspendre pour une durée maximale de six mois l'agrément accordé aux organismes visés à l'article 7 lorsque l'organisme ne respecte pas les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution ou n'en réunit plus les conditions. »

ondernemingen, de interne bewakingsdiensten, de personeelsleden van die ondernemingen of diensten en de personen die voor hun rekening werken, aan de rechterlijke instanties, telkens als deze erom verzoeken, onverwijld alle inlichtingen mede over misdrijven waarvan zij tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van hun activiteiten kennis krijgen. ».

Art. 9

In artikel 11, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « of mutualistische » ingelast na het woord « godsdienstige » en in de franstalige tekst, wordt het woord « syndicales » door het woord « syndicale » vervangen.

Art. 10

Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De bewakings- en beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten sturen de Minister van Binnenlandse Zaken jaarlijks, op de door hem bepaalde datum, een activiteitenverslag waarvan hij de inhoud bepaalt.

De Minister van Binnenlandse Zaken brengt jaarlijks voor 30 oktober aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers schriftelijk verslag uit over de toepassing van deze wet. »

Art. 11

In artikel 17 van dezelfde wet wordt het eerste lid, 1^o, a) vervangen als volgt :

« 1^o de overeenkomstig de artikelen 2 en 4 verleende vergunning of erkenning, voor alle of voor sommige activiteiten, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of voor slechts enkele plaatsen intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen :

a) wanneer de bewakingsonderneming, de beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet of activiteiten uitoefent die onverenigbaar zijn met de openbare orde of met de inwendige of de uitwendige veiligheid van de Staat ».

In artikel 17, eerste lid, 2^o, van dezelfde wet wordt de tekst vervangen als volgt :

« 2^o de identificatiekaart die aan de in artikel 8, § 3, bedoelde personen overeenkomstig de genoemde bepaling is afgegeven, voor alle activiteiten of voor een gedeelte ervan, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of voor sommige ervan, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden inhouden, wanneer die personen de bepalingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten niet in acht nemen; »

Artikel 17, eerste lid, 3^o, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 3^o de erkenning die aan de in artikel 7 bedoelde instellingen is verleend intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen wanneer de instelling de bepalingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet. »

Art. 12

L'article 18, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les infractions aux articles 3, 8, § 2, alinéas 2 à 6, et 11 de la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de l'article 8, § 5, sont punies d'une amende de 1 000 à 1 000 000 de francs. Les infractions aux articles 8, § 3, et 10, de la présente loi sont punies d'une amende de 100 à 100 000 francs. »

L'alinéa 5 de l'article 18 de la même loi est supprimé.

Art. 13

L'article 19, § 2, alinéa 2, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Procureur du Roi dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du procès-verbal, pour examiner la qualification des faits et, le cas échéant, pour informer le fonctionnaire visé à l'alinéa premier de ce qu'il a vu de cette qualification, il estime devoir faire application de l'article 18 et engager des poursuites pénales. »

Art. 14

Un article 14ter, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 3 janvier 1933, relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par la loi du 29 juillet 1934 et la loi du 30 janvier 1991 :

« Art. 14ter. — Seules les personnes physiques ou morales agréées conformément à l'article 1^{er} sont autorisées à exploiter une installation de tir à l'arme à feu, située dans un local fermé ou non, ou à organiser occasionnellement ou régulièrement des exercices de tir sportif.

Le Roi fixe les conditions d'agrément, sur proposition des ministres qui ont la Justice et l'Intérieur dans leurs attributions.

Le présent article ne s'applique pas aux installations ou aux exercices de tir réservés exclusivement à la formation ou à l'entraînement des agents de services de l'autorité ou de la force publique déterminés conformément à l'article 22, alinéa 3. ».

L'article 12, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

Art. 15

L'article 21 de la même loi est remplacé comme suit :

« La présente loi ne s'applique pas aux gardes particuliers visés aux articles 61, 62 et 63 de la loi du 7 octobre 1886 contenant le Code rural, l'article 177 de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, l'article 31 de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, l'arrêté royal du 29 août 1926 relatif à l'agrément de gardes pour surveiller l'exécution de la loi du 10 mars 1925 sur la distribution d'énergie électrique, pris en exécution de l'article 23, deuxième alinéa, de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique et les articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs, pris en

Art. 12

Artikel 18, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Overtreding van de artikelen 3, 8, § 2, tweede tot zesde lid en 11 van deze wet en van de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 8, § 5 worden gestraft met een geldboete van 1 000 tot 1 000 000 frank. Overtreding van de artikelen 8, § 3, en 10 van deze wet wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 100 000 frank. »

Het vijfde lid van artikel 18 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 13

Artikel 19, § 2, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De Procureur des Konings beschikt over een termijn van een maand te rekenen van de ontvangst van het proces-verbaal om de kwalificatie van de feiten te onderzoeken en, in voorkomend geval, de ambtenaar, bedoeld in het eerste lid, in te lichten dat hij, in het licht van die kwalificatie, artikel 18 meent te moeten toepassen en strafrechtelijke vervolging moet instellen. »

Art. 14

Een artikel 14ter, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd door de wet van 29 juli 1934 en de wet van 30 januari 1991 :

« Art. 14ter. — Alleen de natuurlijke personen of rechtspersonen die overeenkomstig artikel 1 zijn erkend, worden gemachtigd om een schietinstallatie voor vuurwapens, al dan niet gelegen in een gesloten lokaal, te exploiteren, of af en toe of regelmatig oefeningen voor sportschieten te organiseren.

De Koning bepaalt de erkenningsvooraarden op voorstel van de Ministers die bevoegd zijn voor Justitie en Binnenlandse Zaken.

Dit artikel is niet van toepassing op de schietinstallaties of de schietoefeningen die alleen bestemd zijn voor de opleiding of de training van de ambtenaren van de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht die overeenkomstig artikel 22, derde lid, worden aangeduid. ».

Artikel 12, tweede lid, van deze wet wordt opgeheven.

Art. 15

Artikel 21 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Deze wet is niet van toepassing op de bijzondere wachters bedoeld in de artikelen 61, 62 en 63 van de wet van 7 oktober 1886 houdende het Veldwetboek, in artikel 177 van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, in artikel 31 van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, in het koninklijk besluit van 29 augustus 1926 betreffende het aannemen van bewakers belast met het toezicht op de uitvoering van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening, genomen in uitvoering van artikel 23, tweede lid, van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening en in de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder

exécution de la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés. »

Art. 16

L'article 22, § 3, de la même loi est remplacé comme suit :

« Les personnes qui au 29 mai 1990 étaient employées par une entreprise de gardiennage sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 5^o, si elles y exerçaient des fonctions de direction et aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5^o si elles y exerçaient des fonctions d'exécution.

Les personnes qui à la date de la publication de la présente loi sont employées par une entreprise de sécurité sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 5^o, si elles y exerçaient des fonctions de direction et aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5^o, si elles y exerçaient des fonctions d'exécution. »

Art. 17

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen, genomen in uitvoering van de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmede geladen tuigen. »

Art. 16

Artikel 22, § 3, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« De personen die op 29 mei 1990 in dienst waren van een bewakingsonderneming worden geacht aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5^o, te hebben voldaan, indien zij er een leidinggevende functie bekleedden en aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5^o, indien zij er een uitvoerende functie bekleedden.

De personen die op de datum van de publicatie van deze wet in dienst zijn van een beveiligsonderneming worden geacht aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5^o, te hebben voldaan, indien zij er een leidinggevende functie bekleedden en aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5^o, indien zij er een uitvoerende functie bekleedden. »

Art. 17

Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième Chambre, saisi par le ministre de l'Intérieur, le 20 décembre 1996, d'une demande d'avis, *dans un délai ne dépassant pas trois jours*, sur un projet de loi « modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage et la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, ainsi modifiée par la loi du 29 juillet 1934 et la loi du 30 janvier 1991 », a donné le 30 décembre 1996 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

« De overvallen op waardentransporten vormen een onmiddellijke bedreiging voor de openbare orde en veiligheid van het land. Het is dan ook essentieel om bijkomende maatregelen te kunnen opleggen om deze criminaliteit te bestrijden en de veiligheid te verzekeren van zowel de transporteurs als van de bevolking. Meer in het bijzonder dringt zich de noodzaak op ook rechtstreeks voorwaarden te kunnen opleggen aan de gebruikers van het waardentransport teneinde de risico's maximaal te beperken. ».

*
* * *

Dans le bref délai imparti par ledit article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations suivantes :

1. La loi en projet a pour principal objet de modifier la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage. En son article 14, elle modifie également la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, pour octroyer au Roi le pouvoir de fixer, sur la proposition conjointe du ministre de la Justice et du ministre de l'Intérieur, les conditions d'agrément des personnes exploitant un stand de tir. Le projet doit, dès lors, être proposé par ces deux ministres.

2. Selon les explications fournies à l'auditeur rapporteur, la loi en projet a, notamment, pour objectif de mettre fin à certains abus qui consistent, pour certains indépendants, à se mettre au service exclusif d'une société de gardiennage sans disposer d'autorisation.

Pour y remédier, la disposition en projet sur l'article 2 prévoit que les personnes physiques qui exercent une activité régie par la loi, autrement que dans un lien de subordination, devront désormais posséder l'autorisation requise. A ce régime général, cette disposition instaure deux exceptions pour permettre à une personne physique d'exercer une activité de gardiennage en se prévalant de l'autorisation accordée à une personne morale. Ce serait, notamment, le cas lorsque la société concernée comporte un maximum de quatre associés actifs.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende Kamer, op 20 december 1996 door de minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, *binnen een termijn van ten hoogste drie dagen*, van advies te dienen over een wetsontwerp « tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten en de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op den handel in munitie, zoals gewijzigd door de wet van 29 juli 1934 en de wet van 30 januari 1991 », heeft op 30 december 1996 het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleed. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

« De overvallen op waardentransporten vormen een onmiddellijke bedreiging voor de openbare orde en veiligheid van het land. Het is dan ook essentieel om bijkomende maatregelen te kunnen opleggen om deze criminaliteit te bestrijden en de veiligheid te verzekeren van zowel de transporteurs als van de bevolking. Meer in het bijzonder dringt zich de noodzaak op ook rechtstreeks voorwaarden te kunnen opleggen aan de gebruikers van het waardentransport teneinde de risico's maximaal te beperken. ».

*
* * *

De afdeling wetgeving heeft zich, binnen de korte tijd toegemeten bij het genoemde artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt tot de volgende opmerkingen :

1. De ontworpen wet beoogt voornamelijk de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten te wijzigen. Artikel 14 van de ontworpen wet wijzigt eveneens de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, in zoverre het de Koning bevoegdheid verleent om op de gemeenschappelijke voordracht van de minister van Justitie en van de minister van Binnenlandse Zaken de voorwaarden vast te stellen voor de erkenning van de personen die een schietbaan exploiteren. Het ontwerp moet bijgevolg door deze beide ministers worden voorgedragen.

2. Volgens de toelichtingen verstrekt aan de auditeur-rapporteur, beoogt de ontworpen wet onder meer een eind te maken aan een aantal misbruiken waarbij sommige zelfstandigen zich uitsluitend ten dienste stellen van een bewakingsonderneming, zonder dat ze daartoe over een vergunning beschikken.

Om zulks te verhelpen schrijft het ontworpen artikel 2 voor dat de natuurlijke personen die in een andere hoedanigheid dan in dienstverband een activiteit uitoefenen welke bij de wet wordt geregeld, voortaan de vereiste vergunning moeten bezitten. Deze bepaling voert twee uitzonderingen in op die algemene regeling, teneinde een natuurlijke persoon in de mogelijkheid te stellen een bewakingsactiviteit uit te oefenen door zich te beroepen op de vergunning toegekend aan een rechtspersoon. Zulks zou onder meer het geval zijn als de betrokken vennootschap uit niet meer dan vier actieve vennoten bestaat.

Il convient cependant de préciser que les autorisations accordées à une personne morale ne profitent qu'aux personnes visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi.

3. Aux articles 3 et 4 de l'avant-projet, il est prévu que le retrait de l'autorisation et de l'agrément « à la demande » doit se faire selon « une procédure à déterminer par le Roi ». Le terme « procédure », qui fait penser à des actes de nature juridictionnelle, pourrait prêter à équivoque; mieux vaut utiliser l'expression « des modalités ... ».

4. A l'article 4, le texte destiné à remplacer l'alinéa 4 de l'article 4 de la loi est beaucoup moins précis que l'exposé des motifs. Les précisions contenues dans ce dernier doivent figurer dans le texte lui-même. Il y a lieu de le réécrire.

5. Le nouvel alinéa 5 que l'article 6 de l'avant-projet tend à insérer dans l'article 6 de la loi doit être réécrit pour le rendre suffisamment compréhensible.

6. Dans le texte tendant à remplacer l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 8 de la loi, il est prévu que « les gardes qui ne disposent pas d'une expérience professionnelle satisfaisante d'au moins six mois doivent, pendant l'accomplissement de missions armées, être en permanence encadrés par un ou plusieurs gardes expérimentés ».

Toutefois, ni l'article 6 actuel de la loi, ni le texte en projet, ne définissent ce qu'il y a lieu d'entendre par « expérience professionnelle satisfaisante » et par « gardes expérimentés ». Contrairement à ce que prévoit l'article 5, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi, qui concerne l'exercice d'une fonction de direction et d'administration, l'article 6, alinéa 1er, 5^o, ne vise, en effet, que des « conditions de formation professionnelle et d'examen médical et psychotechnique, arrêtées par le Roi ».

Le texte en projet impliquerait, dès lors, que serait laissé à l'entreprise elle-même ou à l'administration un pouvoir d'appréciation discrétionnaire de « l'expérience ».

Il paraît souhaitable de compléter la disposition pour conférer au Roi une habilitation similaire à celle prévue audit article 5, alinéa 1^{er}, 5^o.

7. A l'article 12, la disposition en projet vise erronément l'article 8, § 2, alinéa 6. En effet, cet alinéa est supprimé par l'article 7 de l'avant-projet.

8. La disposition en projet sous l'article 16 restreint, à compter du 29 mai 1990, le régime des dispenses de formation de base accordées à certaines personnes exerçant des activités régies par la loi.

La sécurité juridique commande, toutefois, qu'il soit précisé que cette disposition ne portera pas atteinte aux dispenses acquises avant l'entrée en vigueur de la loi modificative.

9. L'ensemble du texte ne respecte pas les règles élémentaires de la légistique formelle⁽¹⁾. Il est indispensable de le revoir à cet égard.

Evenwel valt op te merken dat de aan een rechtspersoon toegekende vergunningen alleen bestemd zijn voor de personen waarvan sprake is in artikel 5, eerste lid, van de wet.

3. De artikelen 3 en 4 van het voorontwerp bepalen dat de intrekking van de vergunning en van de erkenning « op verzoek », moet geschieden op grond van « een door de Koning te bepalen procedure ». De term « procedure », die doet denken aan handelingen van rechtsprekende aard, kan tot verwarring aanleiding geven; het zou beter zijn de uitdrukking « door de Koning te bepalen nadere regels » te gebruiken.

4. De tekst van artikel 4 die bedoeld is om artikel 4, vierde lid, van de wet te vervangen, is veel minder duidelijk dan de memorie van toelichting. De preciseringen vervat in deze memorie moeten in de tekst zelf voorkomen. Deze bepaling moet worden herschreven.

5. Artikel 6 van het voorontwerp beoogt in artikel 6 van de wet een nieuwe vijfde lid in te voegen; deze bepaling moet worden herschreven, zodat ze voldoende begrijpelijk wordt.

6. De tekst die artikel 8, § 2, tweede lid, van de wet beoogt te vervangen, bepaalt : « Bewakingsagenten die niet over een bevredigende beroepservaring van minstens zes maanden beschikken, moeten bij de uitvoering van gewapende opdrachten ten allen tijde begeleid worden door één of meerdere ervaren bewakingsagenten ».

Noch het huidige artikel 6 van de wet, noch de ontworpen tekst bepalen evenwel wat moet worden verstaan onder « bevredigende beroepservaring » of onder « ervaren bewakingsagenten ». In tegenstelling tot wat artikel 5, eerste lid, 5^o, van de wet voorschrijft, een bepaling die betrekking heeft op de uitoefening van een leidinggevende of bestuurlijke functie, betreft artikel 6, eerste lid, 5^o, immers alleen « door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming en medisch en psychotechnisch onderzoek ».

De ontworpen tekst zou derhalve tot gevolg hebben dat aan de onderneming zelf of aan het overheidsbestuur discretionaire bevoegdheid zou worden gelaten om de term « ervaring » te beoordelen.

Het lijkt wenselijk de bepaling aan te vullen, waarbij aan de Koning een soortgelijke machtiging wordt verleend als die waarin het genoemde artikel 5, eerste lid, 5^o, voorziet.

7. De onder artikel 12 opgenomen ontworpen bepaling verwijst verkeerdelijk naar artikel 8, § 2, zesde lid. Dit lid wordt opgeheven bij artikel 7 van het voorontwerp.

8. De onder artikel 16 opgenomen ontworpen bepaling beperkt vanaf 29 mei 1990 de regeling inzake de vrijstellingen van een basisopleiding die worden verleend aan sommige personen welke bij de wet geregelde activiteiten uitoefenen.

De rechtszekerheid gebiedt echter dat wordt gepreciseerd dat deze bepaling geen afbreuk zal doen aan de vrijstellingen verleend vóór de inwerkingtreding van de wijzigingswet.

9. De tekst in zijn geheel is niet in overeenstemming met de elementaire regels van de wetgevingstechniek⁽¹⁾. Het is onontbeerlijk de tekst in dat opzicht te herzien.

⁽¹⁾ Voir Code-formulaire de légistique, services du Premier Ministre, supplément au *Moniteur belge* du 2 juin 1982.

⁽¹⁾ Zie de Handleiding bij de wetgevingstechniek, Diensten van de Eerste Minister, bijvoegsel tot het *Belgisch Staatsblad* van 2 juni 1982.

OBSERVATION FINALE

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

SLOTOPMERKING

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men bij wijze van voorbeeld in artikel 1 : « Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in ... ». In het ontworpen artikel 1, § 1, tweede lid (artikel 2 van het ontwerp), schrijve men : « Als bewakingsondernemingen worden evenwel niet beschouwd de vennoten ... ». In het ontworpen artikel 4, vierde lid (artikel 4 van het ontwerp), schrijve men « ... van dit artikel ». In het ontworpen artikel 5, eerste lid, 1^o, schrijve men « ... waarschuwen zodra de onderneming of de dienst kennis neemt van het feit dat een persoon die wegens een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ... »; deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 6, eerste lid, 1^o. In het ontworpen artikel 6, vijfde lid, schrijve men : « De voorwaarden gesteld in de artikelen 5 en 6 ... de functies omschreven in de artikelen 5 en 6 uitoefenen ». In het ontworpen artikel 8, § 2, tweede lid, schrijve men « schietbaan » in plaats van « schietstand ». In het ontworpen artikel 8, § 3, schrijve men : « De onderneming zelf kan geen enkel soortgelijk document aan haar personeel afgeven ».

La chambre était composée de

MM. :

C.-L. CLOSSET, *président de chambre*;

C. WETTINCK,
P. HANSE, *conseillers d'Etat*;

Mme :

M. PROOST, *greffier*.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. M. BAUWENS, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. B. CUVELIER, référendaire adjoint et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

Le Greffier,

M. PROOST

Le Président,

C.-L. CLOSSET

De kamer was samengesteld uit

HH. :

C.-L. CLOSSET, *kamervoorzitter*;

C. WETTINCK,
P. HANSE, *staatsraden*;

Mevr. :

M. PROOST, *griffier*.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. BAUWENS, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de heer B. CUVELIER, adjunct-referendaris en toegelicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

De Griffier,

M. PROOST

De Voorzitter,

C.-L. CLOSSET

PROJET DE LOI

ALBERT II, ROI DES BELGES

A tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives et de déposer à la Chambre des Représentants, le projet de loi, dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

A l'article 1^{er} de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Est considérée comme entreprise de gardiennage au sens de la présente loi, toute personne morale ou physique exerçant, autrement que dans le lien d'un contrat de travail, une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de :

1° surveillance et protection de biens mobiliers ou immobiliers;

2° protection de personnes;

3° surveillance et protection de transport de biens;

4° gestion de centraux d'alarme.

Ne sont pas considérés comme entreprise de gardiennage, les associés d'une entreprise de gardiennage autorisée, qui exercent effectivement des activités définies au premier alinéa, lorsqu'ils sont unis, par alliance ou par un lien de parenté jusqu'au deuxième degré, avec un des associés fondateurs ou lorsque la société concernée comporte un maximum de quatre associés actifs qui exercent des activités définies au premier alinéa. »

WETSONTWERP

ALBERT II, KONING DER BELGEN

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn gelast in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te dienen, het ontwerp van wet, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 1 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de zin van deze wet wordt als bewakingsonderneming beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die, anders dan in het verband van een arbeidsovereenkomst, een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van :

1° toezicht op en bescherming van roerende of onroerende goederen;

2° bescherming van personen;

3° toezicht op en bescherming bij het vervoer van goederen;

4° beheer van alarmcentrales.

Als bewakingsondernemingen worden evenwel niet beschouwd de vennooten in een vergunde bewakingsonderneming die effectief activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen, indien zij in een band van aan- of bloedverwantschap tot in de tweede graad staan met één der oprichtende vennooten of indien de betrokken vennootschap bestaat uit maximaal vier actieve vennooten die activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen. »

2° le § 3 est remplacé par les alinéas suivants :

« Est considérée comme entreprise de sécurité, au sens de la présente loi, toute personne physique ou morale exerçant une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes et de centraux d'alarme.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et sans préjudice de l'article 12 n'est pas considérée comme entreprise de sécurité la personne physique ou morale qui exerce les activités, telles que définies à l'alinéa 1^{er}, exclusivement en vue d'assurer la sécurité des véhicules, tels que définis dans l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière. »

Art. 3

A l'article 2 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« L'autorisation peut être retirée à la demande de l'entreprise de gardiennage ou de l'entreprise qui organise le service interne de gardiennage, conformément aux modalités à déterminer par le Roi. »

2° au § 3, les mots « Communautés européennes » sont remplacés par le mots « Union Européenne. »

Art. 4

A l'article 4, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 3 de l'article 4 de la même loi est complété par les mots « ou retiré à la demande de l'entreprise de sécurité, conformément aux modalités à déterminer par le Roi. »

2° L'alinéa 4 de l'article 4 de la même loi est abrogé.

Art. 5

A l'article 5, alinéa 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1^o, la première phrase et la troisième phrase sont remplacées respectivement par les phrases suivantes :

a) « 1^o ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à un emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à

2° de § 3 wordt vervangen door de volgende ledens :

« In de zin van deze wet wordt als beveiligingsonderneming beschouwd, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van conceptie, installatie, onderhoud of herstelling van alarmsystemen en alarmcentrales.

In afwijking van het eerste lid en zonder afbreuk te doen aan artikel 12 wordt evenwel niet als beveiligingsonderneming beschouwd de natuurlijke of rechtspersoon die de in het eerste lid bepaalde activiteiten uitsluitend uitoefent met het oog op de beveiliging van voertuigen, zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer. »

Art. 3

In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt de vijfde alinea vervangen door de volgende bepaling :

« De vergunning kan op verzoek van de bewakingsonderneming of van de onderneming die de interne bewakingsdienst organiseert, overeenkomstig de door de Koning te bepalen nadere regels worden ingetrokken. »

2° in § 3 worden de woorden « Europese Gemeenschappen » vervangen door de woorden « Europese Unie ».

Art. 4

In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het derde lid van artikel 4 van dezelfde wet wordt aangevuld door de woorden « of op verzoek van de beveiligingsonderneming, overeenkomstig de door de Koning te bepalen nadere regels ingetrokken worden. »

2° Het vierde lid van artikel 4 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 5

In artikel 5, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de 1^o worden de eerste zin en de derde zin respectievelijk vervangen door de volgende zinnen :

a) « 1^o niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften,

la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal, d'infractions visées à l'article 259bis du Code pénal, des infractions visées aux articles 280 et 281 du Code pénal, d'infractions visées par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, d'infractions visées par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port d'armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, d'infractions à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

b) « L'entreprise de gardiennage ou de sécurité ou le service interne de gardiennage sont tenus de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès que l'entreprise ou le service prend connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée et doit immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise ou ce service »,

2° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« être ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne »,

3° le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précédent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi ».

Art. 6

L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. — Les personnes qui exercent, dans une entreprise de gardiennage, une entreprise de sécurité ou un service interne de gardiennage, une autre fonction que celles qui sont visées à l'article 5, doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à un emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal, d'infractions visées à l'article 259bis du Code pénal, d'infractions visées aux articles 280 et 281 du Code pénal, d'infractions visées par la loi du 24 février 1921 concernant le

aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij artikel 259bis van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antisep-tica en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde misdrijven, bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde misdrijven, bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens bepaalde misdrijven ».

b) « De bewakings- of beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra de onderneming of de dienst kennis neemt van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming of dienst door deze persoon wordt vervuld »,

2° de 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie »,

3° de 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst ».

Art. 6

Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. — De personen die in de bewakingsonderneming, de beveiligingsonderneming of interne bewakingsdienst een andere functie uitoefenen dan die welke beoogd worden in artikel 5, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij artikel 259bis van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, bij de wet van

trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, d'infractions visées par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et aux commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, d'infractions à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées pour des faits similaires par un jugement coulé en force de chose jugée ou celles qui ont été condamnées à l'étranger à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque, sont réputées ne pas satisfaire à la condition fixée ci-dessus.

Toute personne qui ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée, est tenue d'en informer immédiatement les personnes qui assurent la direction effective de l'entreprise, du service interne de gardiennage ou de l'entreprise de sécurité.

L'entreprise de gardiennage ou de sécurité ou le service interne de gardiennage est tenu de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès que l'entreprise ou le service prend connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée et doit immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise ou ce service.

2° être ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne;

3° avoir leur domicile ou, à défaut, leur résidence habituelle en Belgique;

4° ne pas exercer simultanément des activités de détective privé, de fabricant ou de marchand d'armes ou de munitions ou toute autre activité qui, par le fait qu'elle est exercée par la même personne que celle qui poursuit les activités de gardiennage, peut constituer un danger pour l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat;

5° satisfaire aux conditions de formation professionnelle et d'examens médical et psychotechnique, arrêtées par le Roi;

6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi;

7° être agées de dix-huit ans accomplis.

24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdoovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde misdrijven, bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde misdrijven, bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens bepaalde misdrijven.

Personen die wegens soortgelijke feiten in het buitenland een in kracht van gewijsde gegane veroordeling hebben opgelopen of die in het buitenland veroordeeld zijn tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen.

Iedere persoon die ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet is gehouden hiervan onmiddellijk de personen die de werkelijke leiding hebben van de bewakingsonderneming, de interne bewakingsdienst of de beveiligingsonderneming op de hoogte te brengen.

De bewakings- of beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra de onderneming of de dienst kennis neemt van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming of dienst door deze persoon wordt vervuld.

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

3° hun woonplaats, of bij gebreke ervan, hun normale verblijfplaats hebben in België;

4° niet tegelijkertijd werkzaamheden van privé-detective, van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar of enige andere werkzaamheid uitoefenen die, doordat ze wordt uitgeoefend door deze zelfde persoon die ook bewaking verricht, een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat;

5° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming en medisch en psychotechnisch onderzoek;

6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een openbare inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst;

7° volle achtien jaar oud zijn.

Les conditions fixées aux 2°, 3° et 5° ne s'appliquent pas au personnel administratif ou logistique des entreprises visées par le présent article.

Est considéré comme personnel administratif et logistique au sens de la présente loi, le personnel qui ne prend aucune part à l'exercice des activités énumérées à l'article 1^{er}.

Les conditions fixées aux 2°, 3°, de même que les conditions afférentes à l'examen psychotechnique visées au 5°, ne s'appliquent pas au personnel des entreprises de sécurité.

Les conditions prévues aux articles 5 et 6 doivent être remplies cumulativement par les personnes qui exercent simultanément des fonctions dirigeantes et exécutives. »

Art. 7

A l'article 8 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'accomplissement de leurs missions, seuls les membres du personnel desdites entreprises et desdits services ou les personnes travaillant pour leur compte, qui ont suivi avec succès une formation dans un stand de tir agréé conformément à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, sont autorisés à détenir, transporter et porter des armes. Les gardes qui ne disposent pas d'une expérience professionnelle satisfaisante d'au moins 6 mois doivent, pendant l'accomplissement de missions armées, être en permanence encadrés par un ou plusieurs gardes expérimentés. Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par « expérience professionnelle satisfaisante » et par « gardes expérimentés ». »;

2° au § 2, l'alinéa 6 est abrogé;

3° au § 3, la phrase suivante est insérée après le mot « police » :

« L'entreprise ne pourra délivrer elle-même aucun document de type analogue à son personnel. »;

4° au § 5, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut déterminer des conditions dans lesquelles les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage peuvent utiliser certains moyens et méthodes dans l'exercice de leurs missions. Il peut en outre imposer des conditions à l'utilisateur des services visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, pour qu'ils prennent des mesures afin de garantir une sécurité maximale.

En cas d'urgence et en cas de menace grave et imminente pour l'ordre public, le Ministre de l'Intérieur peut, dans l'intérêt de l'ordre public, interdire temporairement ou de façon permanente, sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public,

De onder het 2°, het 3° en het 5° vermelde voorwaarden gelden niet voor het administratief of logistiek personeel van de in dit artikel bedoelde ondernemingen.

Wordt als administratief en logistiek personeel beschouwd in de zin van deze wet, het personeel dat op geen enkele wijze deelneemt aan de uitoefening van de activiteiten opgesomd in artikel 1.

De onder de 2° en 3° vermelde voorwaarden, alsook de onder de 5° bedoelde voorwaarden betreffende het psychotechnisch onderzoek zijn niet toepassing op het personeel van de beveiligingsondernemingen.

De voorwaarden gesteld in de artikelen 5 en 6 moeten cumulatief vervuld worden door de personen die tegelijkertijd leidinggevende en uitvoerende functies uitoefenen. »

Art. 7

In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de § 2, wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« Voor het uitvoeren van hun opdrachten mogen alleen de personeelsleden van de genoemde ondernemingen en diensten of de personen die voor hun rekening werken, die met goed gevolg een opleiding hebben genoten in een overeenkomstig de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en den handel in munitie erkende schietstand, wapens houden, vervoeren en dragen. Bewakingsagenten die niet over een bevredigende beroepservaring van minstens 6 maanden beschikken, moeten bij de uitvoering van gewapende opdrachten te allen tijde begeleid worden door één of meerdere ervaren bewakingsagenten. De Koning bepaalt wat onder « bevredigende beroepservaring » en « ervaren bewakingsagenten » dient verstaan te worden. »;

2° in de § 2, wordt het zesde lid opgeheven;

3° in de § 3 wordt de volgende zin ingelast na het woord « politiedienst » :

« De onderneming zelf kan geen enkel soortgelijk document aan haar personeel afgeven. »;

4° in de § 5, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan voorwaarden bepalen waaronder de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten bij het uitoefenen van hun opdrachten gebruik kunnen maken van bepaalde middelen en methodes. Hij kan tevens voorwaarden opleggen aan de gebruiker van de dienstverlening zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, met het oog op het nemen van maatregelen teneinde een maximale veiligheid te garanderen.

In dringende gevallen en in geval van ernstige en onmiddellijke bedreiging van de openbare orde, kan de Minister van Binnenlandse Zaken, in het belang van de openbare orde, op de openbare weg en in voor het publiek toegankelijke plaatsen, tijdelijk of blij-

l'exercice de certaines missions ou l'usage de certains moyens ou certaines méthodes ou imposer des mesures de sécurité complémentaires. »;

5° au § 5, l'alinéa 2 devient l'alinéa 3.

Art. 8

L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. — Sans préjudice de l'article 30 du Code d'instruction criminelle et de l'article 1^{er}, 3^o de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage, les membres du personnel de ces entreprises ou services et les personnes travaillant pour leur compte communiquent sans délai aux autorités judiciaires, chaque fois qu'elles le demandent, toutes les informations relatives aux délits dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs activités. »

Art. 9

A l'article 11, alinéa 2, de la même loi, les mots « ou sur l'appartenance mutualiste » sont insérés après le mot « syndicales » et les mots « ou de cette appartenance » après les mots « ces opinions ».

Art. 10

L'article 14 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. — Les entreprises de gardiennage et de sécurité et les services internes de gardiennage envoient annuellement au Ministre de l'Intérieur, à la date qu'il détermine, un rapport d'activités dont il arrête la teneur.

Le Ministre de l'Intérieur fait annuellement rapport par écrit à la Chambre des représentants, avant le 30 octobre, au sujet de l'application de la présente loi. »

Art. 11

L'article 17, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 1° retirer ou suspendre pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour certaines d'entre elles, pour tous les lieux où elles sont exercées ou pour certains de ces lieux seulement, l'autorisation ou l'agrément accordé conformément aux articles 2 et 4 :

a) lorsque l'entreprise de gardiennage, l'entreprise de sécurité ou le service interne de gardiennage ne respecte pas les dispositions de la présente loi et

vend, de uitoefening van bepaalde opdrachten of het gebruik van bepaalde middelen of methodes verboden of aanvullende veiligheidsmaatregelen opleggen. »;

5° in de § 5, wordt het tweede lid het derde lid.

Art. 8

Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. — Onverminderd artikel 30 van het Wetboek van strafvordering en artikel 1, 3^o, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, delen de bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten, de personeelsleden van die ondernemingen of diensten en de personen die voor hun rekening werken, aan de rechterlijke instanties, telkens als deze erom verzoeken, onverwijd alle inlichtingen mede over misdrijven waarvan zij tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van hun activiteiten kennis krijgen. »

Art. 9

In artikel 11, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « of het mutualistisch lidmaatschap » ingelast na het woord « vakbondsovertuigingen » en de woorden « of dat lidmaatschap » na het woord « overtuigingen ».

Art. 10

Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. — De bewakings- en beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten sturen de Minister van Binnenlandse Zaken jaarlijks, op de door hem bepaalde datum, een activiteitenverslag waarvan hij de inhoud bepaalt.

De Minister van Binnenlandse Zaken brengt jaarlijks vóór 30 oktober aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers schriftelijk verslag uit over de toepassing van deze wet. »

Art. 11

Artikel 17, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de overeenkomstig de artikelen 2 en 4 verleende vergunning of erkenning, voor alle of voor sommige activiteiten, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of voor slechts enkele plaatsen intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen :

a) wanneer de bewakingsonderneming, de beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbe-

de ses arrêtés d'exécution ou n'en réunit plus les conditions ou exerce des activités incompatibles avec l'ordre public ou avec la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat;

b) lorsque des lacunes sont constatées dans le contrôle exercé par une telle entreprise ou un tel service, sur le respect des dispositions de la présente loi par les membres de leur personnel ou les personnes qui travaillent pour leur compte;

2° retirer aux personnes visées à l'article 8, § 3, ou retenir pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour partie d'entre elles, pour tous les lieux où ces activités sont exercées ou pour certains d'entre eux, la carte d'identification qui leur a été délivrée conformément à ladite disposition, lorsque ces personnes ne respectent pas les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

3° retirer ou suspendre pour une durée maximale de six mois l'agrément accordé aux organismes visés à l'article 7, lorsque l'organisme ne respecte pas les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution ou n'en réunit plus les conditions. »

Art. 12

A l'article 18 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Les infractions aux articles 8, § 2, alinéa deux à cinq, et 11, de la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de l'article 8, § 5, sont punies d'une amende de 1 000 à 1 000 000 de francs. Les infractions aux articles 8, § 3, et 10, de la présente loi sont punies d'une amende de 100 à 100 000 francs. »;

2° l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 13

L'article 19, § 2, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le Procureur du Roi dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du procès-verbal, pour examiner la qualification des faits et, le cas échéant, pour informer le fonctionnaire visé à l'alinéa premier de ce qu'au vu de cette qualification, il estime devoir faire application de l'article 18. »

Art. 14

L'article 21 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. — La présente loi ne s'applique pas aux gardes particuliers visés aux articles 61, 62 et 63 de

sluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet of activiteiten uitoefent die onverenigbaar zijn met de openbare orde of met de inwendige of de uitwendige veiligheid van de Staat;

b) wanneer gebreken worden vastgesteld in de controle die door dergelijke ondernemingen of diensten wordt uitgeoefend op de naleving van de bepalingen van deze wet door hun personeelsleden of de personen die voor hun rekening werken;

2° de identificatiekaart die aan de in artikel 8, § 3, bedoelde personen overeenkomstig de genoemde bepaling is afgegeven, voor alle activiteiten of voor een gedeelte ervan, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of voor sommige ervan, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden inhouden, wanneer die personen de bepalingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten niet in acht nemen;

3° de erkenning die aan de in artikel 7 bedoelde instellingen is verleend intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen wanneer de instelling de bepalingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet. »

Art. 12

In artikel 18 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Overtreding van de artikelen 8, § 2, tweede tot vijfde lid, en 11 van deze wet en van de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 8, § 5, wordt bestraft met een geldboete van 1 000 tot 1 000 000 frank. Overtreding van de artikelen 8, § 3, en 10 van deze wet wordt bestraft met een geldboete van 100 tot 100 000 frank. »;

2° het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 13

Artikel 19, § 2, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Procureur des Konings beschikt over een termijn van een maand te rekenen van de ontvangst van het proces-verbaal om de kwalificatie van de feiten te onderzoeken en, in voorkomend geval, de ambtenaar, bedoeld in het eerste lid, in te lichten dat hij, in het licht van die kwalificatie, artikel 18 meent te moeten toepassen. »

Art. 14

Artikel 21 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 21. — Deze wet is niet van toepassing op de bijzondere wachters bedoeld in de artikelen 61, 62

la loi du 7 octobre 1886 contenant le Code rural, l'article 177 de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, l'article 31 de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, l'arrêté royal du 29 août 1926 relatif à l'agrément de gardes pour surveiller l'exécution de la loi du 10 mars 1925 sur la distribution d'énergie électrique et les articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs. »

Art. 15

L'article 22, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les personnes qui, au 29 mai 1990, étaient employées par une entreprise de gardiennage sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 5°, si elles y exerçaient des fonctions de direction et aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, si elles y exerçaient des fonctions d'exécution.

Les personnes qui, au 29 mai 1990, étaient employées par une entreprise de sécurité sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 5°, si elles y exerçaient des fonctions de direction et sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, si elles y exerçaient des fonctions d'exécution. »

Art. 16

Un article 14ter, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 3 janvier 1933, relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois du 29 juillet 1934, 4 mai 1936, 6 juillet 1978, 30 janvier 1991, 5 août 1991, et 9 mars 1995 :

« Art. 14ter. — Seules les personnes physiques ou morales agréées conformément à l'article 1^{er} sont autorisées à exploiter une installation de tir à l'arme à feu, située dans un local fermé ou non, ou à organiser occasionnellement ou régulièrement des exercices de tir sportif.

Le Roi fixe les conditions d'agrément, sur proposition des ministres qui ont la Justice et l'Intérieur dans leurs attributions.

Le présent article ne s'applique pas aux installations ou aux exercices de tir réservés exclusivement à la formation ou à l'entraînement des agents de services de l'autorité ou de la force publique déterminés conformément à l'article 22, alinéa 3. »

en 63 van de wet van 7 oktober 1886 houdende het Veldwetboek, in artikel 177 van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, in artikel 31 van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, in het koninklijk besluit van 29 augustus 1926 betreffende het aannemen van bewakers belast met het toezicht op de uitvoering van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening, en in de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabrikeren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen. »

Art. 15

Artikel 22, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De personen die op 29 mei 1990 in dienst waren van een bewakingsonderneming worden geacht aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5°, te hebben voldaan, indien zij er een leidinggevende functie bekleedden en aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°, indien zij er een uitvoerende functie bekleedden.

De personen die op 29 mei 1990 in dienst waren van een beveiligingsonderneming worden geacht aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5°, te hebben voldaan, indien zij er een leidinggevende functie bekleedden en aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°, indien zij er een uitvoerende functie bekleedden. »

Art. 16

Een artikel 14ter, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd door de wetten van 29 juli 1934, 4 mei 1936, 6 juli 1978, 30 januari 1991, 5 augustus 1991 en 9 maart 1995 :

« Art. 14ter. — Alleen de natuurlijke personen of rechtspersonen die overeenkomstig artikel 1 zijn erkend, worden gemachtigd om een schietinstallatie voor vuurwapens, al dan niet gelegen in een gesloten lokaal, te exploiteren, of af en toe of regelmatig oefeningen voor sportschieten te organiseren.

De Koning bepaalt de erkenningsvooraarden op voorstel van de Ministers die bevoegd zijn voor Justitie en Binnenlandse Zaken.

Dit artikel is niet van toepassing op de schietinstallaties of de schietoefeningen die alleen bestemd zijn voor de opleiding of de training van de ambtenaren van de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht die overeenkomstig artikel 22, derde lid, worden aangeduid. »

Art. 17

L'article 12, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 29 juillet 1934 précitée, est abrogé.

Art. 18

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 février 1997.

ALBERT

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Art. 17

Artikel 12, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd door de voornoemde wet van 29 juli 1934, wordt opgeheven.

Art. 18

Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 februari 1997.

ALBERT

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK